

## TABLE DES MATIÈRES "L'Africain" n° 249, avril-mai 2011

Page

1 "Harubuntu" ou l'Afrique qui gagne !	E. VAN SEVENANT
ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT	
2 L'APEF à Bukavu face aux objectifs du millénaire	M. MERLINO
3 PHOTOS	
CULTURE ET SOCIÉTÉ	
6 La pensée économique de LUMUMBA	A. KISONGA
13 Les bases idéologiques du "lumumbisme"	D. BOMPOMO
21 LUMUMBA et la ville de Leipzig	S. M. TUNDANONGA-DIKUNDA
25 La littérature congolaise écrite en lingála	B. SENE MONGABA
33 Éducation à la santé	Dr J.-C. LEGRAND
PERSPECTIVES ET POLITIQUE	
35 Carnages. Les secrets des grandes puissances dévoilés	J.-P. MBELU
37 Fondation Père EVERARD	
38 Thèses de doctorat défendues par des Africains ou concernant l'Afrique (LXXIII) : Gembloux Agro-Bio Tech – Université de Liège (XVI)	
38 Nouvelles familiales	
39 PHOTOS	
Page 2 de la couverture : présentation de "L'Africain"	

---

"L'Africain" : éd. responsable : Eddy VAN SEVENANT, dir. du C.A.C.E.A.C. Asbl, Michel Hakizimana, secrétaire de rédaction, rue Léon Bernus 7, 6000 Charleroi, Tél. ++ 32 (0)71 31 31 86. Fax : ++ 32 (0)71 31 31 84 E-mail : [caceac@swing.be](mailto:caceac@swing.be)  
Comité de rédaction : Antwerpen : G. Muheme Bagalwa ; Bruxelles : Valérien Mudoy, Camille Tedanga Ipota ; Liège : J.C. Mputu ; Louvain-la-Neuve : Sabine Kakunga ; Namur : Tite Kubushishi, Eustache Niyitugabira.

Allemagne : Shungu M. Tundanonga-Dikunda, e-mail : [Tunda.nonga@t-online.de](mailto:Tunda.nonga@t-online.de)

France : Anicet Mobe Fansiama

RD Congo : Jean-Pierre Mbwebwa Kalala et François Budim'bani Yambu, FCK. B.P. 1534, Kinshasa.

---

ABONNEMENTS : 49<sup>ème</sup> année : Année académique 2010-2011.

<i>abonnement ordinaire</i> :	Belgique :	15 €
	Europe :	22 €
	reste du monde :	25 €
<i>abonnement de soutien</i> :		25 €

payables au CCP 000-1178819-75 du C.A.C.E.A.C. Asbl, Charleroi (Belgique) ou par mandat postal international (si par chèque bancaire, ajouter les frais). Si paiement par virement à partir de l'étranger, utiliser les codes : IBAN BE05 0001 1788 1975 BIC BPOTBEB1

---

Les articles n'engagent que leurs auteurs.

Cette revue est publiée avec le soutien de la DGCD.

## "Harubuntu" ou l'Afrique qui gagne !

**I**l est une tendance générale de l'être humain qui veut qu'il soit davantage attiré par les malheurs, les catastrophes, les déchirements de toutes natures, plutôt que par ce qui marche bien et peut porter à l'optimisme.

Et c'est vrai tout spécialement quand on traite de l'Afrique : la plupart des témoignages en font un continent essentiellement voué à la guerre et à la désolation, en passant par la famine, la corruption généralisée et toutes les malversations que l'on peut imaginer.

Or, il est très loin d'en être ainsi et je voudrais ici attirer votre attention sur le mouvement "Harubuntu", qui signifie en kirundi (langue du Burundi) "ici, il y a de la valeur" et qui démontre, preuves à l'appui, que l'Afrique, par mille projets, participe bien au progrès de l'Humanité en valorisant ce qu'il y a de meilleur dans l'Homme.

L'initiative en revient à deux organisations : au Nord, **Echos communication** ([www.echoscommunication.org](http://www.echoscommunication.org)), une ONG d'éducation au développement belge et au Sud, **Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique** ([www.cglua.org](http://www.cglua.org)) qui regroupe village, villes et communes d'Afrique par ses élus locaux.

"Harubuntu", à travers la remise de prix annuels, s'intéresse donc à des personnes mettant en œuvre des projets concrets qui contribuent à éveiller et valoriser leur potentiel et celui de leur communauté. Sans vouloir entrer dans les détails de la philosophie du projet, on peut affirmer qu'il consiste à montrer une Afrique qui réussit, qui construit ses solutions, qui innove, une Afrique des talents, qui attire et qui donne envie. Et à travers les projets annuels récompensés, "Harubuntu" veut susciter des "envies de faire pareil", de prendre soi-même des initiatives de telle sorte que joue un effet d'entraînement et que les exemples se multiplient à l'infini. C'est le pari d'une intelligence collective, d'une Afrique debout, d'une Afrique qui gagne et d'un monde plus solidaire.

Attribué pour la première fois en 2007, des prix ont été remis chaque année à quatre lauréats désignés ainsi qu'à deux "coups de cœur" supplémentaires. Et la liste est édifiante dont j'extraits ici quelques exemples-types : Ndomo, une entreprise malienne pour l'emploi des jeunes ; l'entreprise "Viens et Vois" qui offre des perspectives aux mal-voyants au Congo-Brazzaville ; l'association féminine de Gaoua au Burkina Faso qui fait prendre conscience de leurs potentialités aux femmes démunies ; une religieuse qui a mis en route en Zambie une coopérative agricole pour les femmes abandonnées ; l'association tchadienne pour la non-violence (ATNV) qui utilise le théâtre pour juguler les conflits entre éleveurs et agriculteurs, etc.

La mobilisation africaine a été significative puisque, dès la première édition du concours, 700 candidatures ont été déposées. La quatrième édition a été lancée le 14 mars 2011, les inscriptions étant limitées au 4 juin et la remise des prix se tiendra à Bruxelles en décembre. Tous ceux en Afrique qui ouvrent de nouveaux horizons et mettent en place des projets innovants peuvent poser leur candidature ; les conditions et les modalités d'inscription se trouvent sur le site internet du concours ([www.harubuntu.com](http://www.harubuntu.com)). Avis donc aux amateurs, en tenant note que le projet doit avoir une existence réelle de plus de 6 mois pour être pris en considération, ce qui est bien normal.

Alors, bravo à cette brillante initiative à qui nous souhaitons donc plein succès et longue vie.

E. VAN SEVENANT

# ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT

## L'APEF à Bukavu face aux objectifs du millénaire

Depuis plusieurs années<sup>1</sup>, Frères des Hommes soutient le travail de l'APEF, Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin, dans le Sud-Kivu en RD Congo. L'une des activités fondamentales consiste en l'octroi de micro-crédits à des milliers de femmes de la région, leur permettant de développer de petites activités commerciales telles que le tricotage, la savonnerie, les épiceries, etc. Derrière ce projet qui semble tout simple en apparence, un travail de fond est réalisé avec les bénéficiaires au travers de la sensibilisation et de formations multiples. Profitant du passage en Belgique de NUNU SALUFA, coordinatrice de l'APEF, nous avons passé en revue avec elle les multiples facettes de l'impact de cette association en regard des objectifs du millénaire définis par les Nations unies. Un exercice qui démontre que de petites organisations œuvrent concrètement et quotidiennement sur le terrain pour la réalisation de ces objectifs, aussi modestes soient leurs actions.

### **Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim**

**NUNU SALUFA (N.S.) :** L'ensemble du travail de l'APEF s'inscrit dans cet objectif. Grâce aux activités génératrices de revenus que mènent les femmes, elles peuvent, avec leur famille, avoir accès à une alimentation équilibrée. Certaines femmes parviennent même à développer ces activités à plus grande échelle, bien au-delà de la survie. Elles disposent alors d'économies qui leur permettent de faire des investissements. Nous avons même plusieurs exemples de femmes qui sont devenues des entrepreneuses et commencent actuellement à faire le même travail que

l'APEF, à savoir l'octroi de petits crédits sans intérêts à d'autres femmes pour leur permettre, à elles aussi, de mettre en place des activités économiques sous leur suivi.

Notre soutien porte également sur l'organisation des filières. Par ce biais, nous aidons les producteurs à pouvoir améliorer leur rendement et à mieux écouler leur marchandise dans de bonnes conditions. Nous encourageons, par exemple, l'organisation de dépôts de stockage ou de formations sur la gestion des stocks. C'est un travail concret de lutte contre la pauvreté.

### **Objectif 2 : Accès à l'éducation primaire pour tous**

**N.S.:** L'APEF est attentive à cet objectif. Ainsi, en 2004, nous avons fait une évaluation de l'impact socio-économique de nos actions sur les bénéficiaires et dans cette étude, il est apparu que, parmi nos membres, plus de 60% des filles vont à l'école et à peu près 40% des femmes se font alphabétiser. Nous veillons donc à cela et les choses se mettent progressivement en application.

L'accès à l'éducation pour tous figure dans la Constitution congolaise et l'on y souligne spécifiquement l'éducation des jeunes filles à l'école primaire. Dans la législation, il est fait mention d'accès libre, sans paiement de frais scolaires. Mais l'application de ce point est encore compliquée. Certaines femmes accompagnées par l'APEF acceptent malgré tout de payer une prime aux enseignants afin de garantir un enseignement à leur enfant, tout en connaissant leurs droits et en sachant qu'elles doivent faire pression sur le gouvernement pour que la mesure de la Constitution puisse être appliquée.

<sup>1</sup> NDLR : voir notamment "L'Africain" n°220, juin-juillet 2005, pp. 2 à 4.



### **Objectif 3 : Promouvoir l'égalité homme/femme et l'autonomisation des femmes**

**N.S. :** Le fait que la femme ait une activité génératrice de revenus via l'APEF lui permet d'avoir un positionnement au sein de la famille. Elle acquiert par ce biais une certaine autonomie, même si ce n'est pas à 100%. Les formations lui apprennent à prendre une décision et à influencer les décisions au sein de la famille. Ce changement commence à se percevoir tout doucement un peu partout, même dans l'intérieur du pays. Auparavant, si une femme souhaitait construire sa maison, elle hésitait longuement, se demandant si cela en valait la peine, sachant que son bien irait à sa belle-famille en cas du décès de son compagnon. Les femmes de l'APEF apprennent qu'en cas de divorce, par exemple, elles ont droit à la moitié de la maison. Elles commencent à devenir autonomes et à ne plus dépendre de leur partenaire pour la prise de décisions.

Mais ces décisions sont aussi parfois concertées, bien entendu, car elles savent comment elles peuvent discuter avec leur mari et faire valoir leur point de vue. Dans le cadre des formations que nous donnons aux femmes, elles découvrent qu'il existe des mécanismes d'érosion de pouvoir. Les femmes savent comment elles peuvent parvenir à éroder le pouvoir de leur conjoint s'il en abuse. Elles savent également comment amener les enfants à les soutenir en cas de décision. C'est important car les enfants peuvent influencer la position du mari. En quelque sorte, elles apprennent à se faire des alliés au niveau de la famille.

Notre vision est aussi celle d'une femme en réseau avec d'autres. Il ne s'agit pas seulement d'une femme dans son association, mais bien d'une femme avec une ouverture sur l'extérieur via ces réseaux. Elle voit ainsi ce qui se passe ailleurs et cela l'aide à développer son autonomie.

En outre, avec le temps, elle se voit évoluer dans les réflexions et dans l'exercice de l'activité génératrice de revenus. La plupart des femmes font en sorte que le mari puisse s'intéresser à l'activité qu'elles mènent. Le couple établit ensemble le calcul de prix de revient, par exemple, afin de garantir la bonne marche des affaires. La femme acquiert cette compétence par le biais des formations de l'APEF. Parfois, l'homme se charge de faire la comptabilité pour sa femme, bien que ce soit elle qui reste la gestionnaire et contrôle les recettes. Même si une femme est analphabète, nous avons remarqué qu'elle savait au moins calculer. Elle sait que si elle a acheté les produits à tel prix et qu'elle les revend à tel prix, elle va gagner autant. Mais, souvent, ce qui lui manque au départ, c'est le calcul du prix de revient. Par nos formations, elle sait qu'elle doit tenir compte des frais de transport afin que son activité soit rentable. Les formations en gestion de crédit dont elle bénéficie lui permettent aussi de mettre en place une stratégie pour atteindre l'objectif qu'elle s'est fixé. Elle apprend également à répartir les bénéfices, à épargner étant donné qu'une partie des bénéfices doit aller au remboursement du crédit. Elle sait qu'il faut placer l'argent dans une coopérative. Peu à peu, la femme apprend des choses et cela contribue à son autonomie financière.

Mais il reste toutefois encore beaucoup à faire dans le cadre de cet objectif du millénaire. Sur un autre plan, on parle bien sûr beaucoup du genre dans nos politiques, mais il n'y a pas vraiment de mécanismes d'intégration des femmes dans les instances de prises de décisions. Dans ces cercles, la femme est trop souvent absente. Si vous voyez notre Assemblée, elle compte environ 500 députés ; or, il n'y a même pas 30 femmes qui en font partie. Donc, le respect de notre Constitution en matière de parité n'existe pas. Il faut se battre pour améliorer la représentativité politique des femmes.

## **Objectifs 4-5 et 6 : Diminution de la mortalité infantile – Amélioration de la santé maternelle – Lutte contre le sida, le paludisme et autres maladies**

**N.S.** : De nombreuses difficultés existent encore car la femme doit supporter beaucoup de charges tels que la scolarité des enfants et les soins de santé. Même s'il existe une mutuelle à Bukavu, les femmes n'ont pas encore résolu le problème de santé car il faut malgré tout assumer parfois jusqu'à 60% des frais médicaux. Par conséquent, pour la personne qui n'a pas les moyens suffisants, c'est parfois la mort qui l'attend... Tant qu'il n'y a pas de prise en charge par l'État, ces problèmes persisteront. Sur ce plan, l'APEF fait aussi un travail de sensibilisation auprès des femmes et les encourage malgré tout à adhérer à la mutuelle parce que, même si la facture est lourde, la mutuelle intervient pour au moins 40, 50 ou 60% des frais, le pourcentage variant en fonction des communes où l'on est enregistré et des moyens dont dispose la personne. L'APEF insiste pour que l'on amène les enfants à l'hôpital en cas de maladie, car certains traitements comme celui de la tuberculose y sont pris en charge à 100%. Et si, en dépit des soins donnés en milieu hospitalier, l'enfant décède, il est important de se dire que l'on a tout fait pour le sauver.

Nous organisons aussi des rencontres de sensibilisation sur la santé de reproduction. Sur ce plan, nous faisons un constat : si la femme qui a mis un enfant au monde retombe tout de suite enceinte, cette situation aura des répercussions sur ses activités économiques. Lorsqu'elle accouche, elle ne va pas au marché et les choses ne tournent pas. Nous essayons donc de lui expliquer comment elle peut planifier les grossesses. C'est une chose qui n'a pas été acceptée facilement au départ en raison de la pression de la religion. Et pour parvenir à convaincre une femme, qu'elle soit chrétienne ou musulmane, c'est compliqué. Nous invitons donc à des séances les responsables de certaines

églises afin qu'ils puissent discuter avec les femmes. Cette démarche commence à produire des résultats. Reste aussi la question du mari. Certaines femmes nous rétorquent : " Moi je veux bien planifier, mais mon mari ne voudra pas". Alors, nous essayons de convier également les maris autour de la table. Je me rappelle que, lors d'une telle réunion, des hommes s'étaient manifestés en demandant s'il n'existait pas des moyens de contraception aussi pour les hommes, autres que le préservatif. Cette sensibilisation par rapport à la santé de reproduction est demandée partout, dans le milieu rural aussi.

Par rapport au sida, je pense que c'est un des grands objectifs aussi dans certains programmes de l'État congolais. Il existe des programmes nationaux de lutte contre le sida qui sont implantés un peu partout en RD Congo et via lesquels un travail de sensibilisation est réalisé. En effet, tout le monde ne reconnaît pas l'importance du problème du sida et il est important de montrer qu'il s'agit d'une maladie et qu'il faut s'en protéger. Médecins Sans Frontières avait réalisé un travail de prise en charge, mais ils ont arrêté leurs activités et dans certains hôpitaux, cette prise en charge commence à disparaître.

Par rapport à la malaria, nous suggérons à chaque famille d'acheter une moustiquaire. C'est le seul moyen dont nous disposons. Mais dans le cadre de nos sensibilisations, nous insistons aussi sur l'entretien des parcelles, sur le fait qu'il convient d'éviter d'y laisser des eaux stagnantes. Nous faisons aussi en sorte que les femmes puissent participer à certains travaux communautaires comme par exemple le débouchage de certains caniveaux, toujours avec pour perspective de lutter contre certaines maladies.

## **Objectif 7 : Développement durable et protection de l'environnement**

**N.S.** : On parle beaucoup de la protection de l'environnement à l'APEF étant donné l'organisation de certaines

formations telles que la teinturerie, la savonnerie qui requièrent l'usage de produits dangereux et polluants. Comme on utilise souvent la soude caustique dans la fabrication, il faut voir où jeter ce type de déchet et cela fait partie de notre travail de sensibilisation. En plus, on essaie d'encourager les gens à s'investir dans des travaux communautaires pour planter des végétaux ou s'il faut assainir un endroit, par exemple. Ainsi, en particulier dans le milieu rural, comme dans la plaine de la Ruzizi qui est frappée par le changement climatique, on exigeait, parmi les conditions d'octroi de crédit, que chaque bénéficiaire plante un arbre chez lui ou dans son champ. Cela faisait partie des conditions pour obtenir un crédit. Notre objectif était de contribuer à la protection de l'environnement.

#### **Objectif 8 : Partenariat mondial pour le développement**

N.S. : Souvent, la question suivante me vient à l'esprit : comment est-il

possible qu'un pays tel que le Congo où il pleut 9 mois sur 12 en arrive à dépendre de l'extérieur sur le plan alimentaire ? Il est important que la coopération puisse soutenir ce secteur de production afin de nous aider à atteindre l'autonomie en la matière.

Par ailleurs, aujourd'hui, les intérêts du peuple congolais ne sont pas défendus dans ce contexte de mondialisation. Nous avons l'impression de nous trouver face à une montagne en quelque sorte ! Par exemple, si vous voyez ce téléphone portable, la matière première, le coltan, vient de notre pays. Mais pour fixer le prix de ce téléphone, on ne demande même pas notre avis ! Le Congo est parmi les pays les plus pauvres du monde et quand vous regardez les ressources du Congo, elles sont énormes : il n'y a pas vraiment de politiques qui encouragent le développement dans notre pays. Et les raisons, vous les connaissez autant que moi... !

Propos recueillis par Milena MERLINO  
© Frères des Hommes, Bruxelles

## **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

### **La pensée économique de LUMUMBA**

*NDLR : Dans le cadre des activités marquant le cinquantenaire de l'assassinat de P. E. LUMUMBA, s'est tenu, les 14 et 15 janvier 2011 à Charleroi, un colloque international ayant pour thème "Le lumumbisme. Idéologie pour la construction de la nation et le développement économique". La rédaction reprend ci-dessous les textes de deux exposés qui ont été donnés au cours de ce week-end. Ils sont suivis par un autre texte se situant dans le même sens mais qui vient cette fois-ci d'Allemagne.*

**A**vec une admirable lucidité, Patrice LUMUMBA avait perçu les obstacles qui, dans notre culture, étaient susceptibles d'entraver la pleine appropriation par les Congolais de la culture du développement économique. Ainsi, s'adressant à Bukavu à ses partenaires du Cerea<sup>2</sup> quelques mois avant la proclamation de l'indépendance en 1960, il avait souligné que, laissés à eux-mêmes, les Congolais auraient

beaucoup de peine à gérer un pays moderne. "C'est avec les Blancs de bonne volonté, ceux qui nous respectent et aiment notre pays souvent autant que nous-mêmes, que nous allions construire le Congo". Actualisée, l'idée de LUMUMBA doit être comprise comme l'obligation, pour les Congolais, de faire appel à l'expérience des étrangers vivant avec eux pour combler leurs lacunes afin de mieux gérer leur pays.

<sup>2</sup> Centre de regroupement africain.

La confiance de Patrice LUMUMBA dans la capacité des Congolais à mener avec succès une politique de développement économique se fondait sur une compréhension objective des éléments de la situation du pays : malgré sa cohorte de morts, de brimades, d'humiliations, de spoliations et de souffrances de toutes sortes, la colonisation avait eu également pour conséquence d'unifier le Congo et ainsi de permettre la naissance, au sein de ses habitants, d'un puissant sentiment d'appartenance à un même pays. En effet, les Congolais se percevaient désormais plus à travers leur nouvelle nation que par les liens à leurs tribus d'origine.

La réussite n'était possible qu'en intégrant résolument la culture de développement et, en plus, en organisant la participation dans la gestion de notre pays des personnes d'origine étrangère engagées avec nous dans le combat pour la liberté et la dignité des Congolais. En tout état de cause, la conviction profonde de LUMUMBA était que c'est par le travail que notre peuple devait "montrer au monde ce dont l'homme noir est capable en ayant recouvert sa liberté".

LUMUMBA croyait que les Congolais devaient travailler plus durement que sous la colonisation ; un travail libre, volontariste, conscient, entièrement destiné au développement de l'économie de notre pays et à la satisfaction des besoins de sa population. "Étant donné que nous travaillons 8 heures par jour sous la colonie, nous devons travailler 10-12 heures pour le Congo indépendant".

En plus, LUMUMBA avait des idées bien arrêtées en matière de développement. Ancien fonctionnaire de la Poste, il avait gardé une bonne impression des performances de l'administration coloniale, réputée être la meilleure du continent. Ses exactions mises à part, c'était une administration forgée par des agents dévoués, au contact des réalités du terrain. Quoiqu'une bonne partie d'entre eux ait été formés dans

l'esprit du mépris du Noir, il y eut ceux qui firent preuve de sympathie envers les Congolais, si pas de solidarité, en prenant des risques pour leur carrière. LUMUMBA attira l'attention de ses camarades sur le fait que c'est sans bulldozer ni autres machines que furent bâtis routes et ponts par les ouvriers congolais sous la direction de ces agents coloniaux ; que missionnaires, maints agents de l'administration et des entreprises mangèrent la même nourriture que la population et vécurent en brousse sans confort. Le leader congolais continua son explication en disant que dans le Congo indépendant, il faudrait privilégier les expériences qui avaient déjà été testées avec succès, étant donné que nous n'avions ni les moyens ni le temps de chercher à inventer d'hypothétiques modèles propres au Congo. Le seul changement, à ses yeux, devait être celui du travail : travailler davantage, dans la posture d'une adhésion libre et patriotique, dans le but d'améliorer la productivité, et donc de bâtir un pays prospère.

Plus d'un demi-siècle après, il sied de s'émerveiller sur la pensée visionnaire de Patrice LUMUMBA. C'est un homme qui avait compris très vite que s'engager sur la voie de l'invention des modèles propres aux Congolais impliquait de coûteuses recherches, alors que les moyens financiers étaient limités et que, de toute façon, il faudrait un temps long pour espérer parvenir à des résultats significatifs. Habitant de Stanleyville, Patrice LUMUMBA connaissait bien le centre de recherches agronomiques de Yangambi. Avec sa boulimie de savoir, il s'était beaucoup informé tant auprès du personnel congolais que des expatriés belges qui acceptaient de satisfaire sa curiosité.

Interrogé sur l'expression "kulipa manjanja" (payer l'impôt en swahili de Stanleyville) utilisée lors de son meeting à Bagira<sup>3</sup>, LUMUMBA s'était longuement appesanti sur la question de l'impôt. "Sans

---

<sup>3</sup> Une commune de la ville de Bukavu



impôt, il n'y a pas d'État" fit-il observer. Il fit part de sa détermination à mener une vaste et longue campagne de mobilisation pour amener le citoyen congolais à intérioriser la nécessité d'accomplir ses obligations fiscales. Sans impôt, l'État ne peut acquérir les moyens de développer l'économie nationale et de répondre aux besoins d'une population aspirant au progrès matériel. "Si l'État recueille suffisamment d'impôts, il pourra construire des écoles, des universités, des hôpitaux, des routes et des ponts, des chemins de fer, des aéroports et des usines pour transformer nos matières premières", dit-il.

À une époque où les questions concrètes de gestion du pays, particulièrement sur le plan économique, semblaient ne pas beaucoup intéresser les politiciens congolais, on ne peut que s'émerveiller sur la précocité et la justesse de la pensée de Patrice LUMUMBA.

À ce jour, l'indépendance pour laquelle sont morts Patrice LUMUMBA et maints patriotes congolais a tourné au cauchemar pour le peuple congolais. Certes, l'interventionnisme des forces néo-colonialistes et impérialistes a très largement contribué à dessiner l'orientation désastreuse prise par notre pays depuis un demi-siècle. Chaque fois que le peuple congolais a voulu se débarrasser des dirigeants corrompus et au service des forces d'exploitation, une puissante coalition des forces étrangères s'est mise en mouvement pour l'en empêcher. Cependant, il faut aussi reconnaître, au fil du temps, la pleine responsabilité des élites congolaises dans la détérioration continue de la situation de leur pays. Ces élites, surtout lorsqu'elles accèdent au pouvoir, deviennent pires que les mercenaires. Elles participent au pillage, sans précédent, de leur propre pays et à l'aggravation de la misère de leur peuple. Actuellement, ces élites indignes ont atteint un degré de technicité élevé dans la perpétration du crime de pillage de leur pays et ont significativement accru leur rôle de collaborateurs au service des compagnies

minières internationales peu scrupuleuses et autres groupes financiers maffieux.

Cette situation ne s'explique pas seulement par l'attrance des élites pour l'enrichissement rapide et le pouvoir, mais aussi, sinon surtout, par l'absence d'une pensée, d'une idéologie susceptible d'aiguiser le sens de responsabilité et d'engagement en faveur du combat pour la dignité et le bien-être matériel de notre peuple.

Sous ce rapport, les idées de Patrice LUMUMBA paraissent non seulement d'une brûlante actualité mais aussi d'une justesse historique. La pensée de LUMUMBA a le mérite inestimable d'intégrer dans sa vision la dimension historique et sociologique caractérisée par le fait que des personnes d'origine étrangère soient devenues des membres actifs, à part entière, de la société congolaise, de cœur, de fait et même de droit, quoique la législation instaurée par le pouvoir dictatorial de MOBUTU ait freiné des quatre fers pour empêcher l'acquisition de la nationalité congolaise par les étrangers. Le pouvoir était apeuré par leur éventuelle implication dans la gestion de la chose publique, ce qui aurait eu pour conséquence de perturber son rôle de prédation.

C'est pourquoi il est nécessaire que, nous lumumbistes, survivants des luttes pour l'indépendance et contre le néocolonialisme, auxquels se joignent les jeunes patriotes et autres amis du Congo, notre rôle soit non seulement de ramener à la lumière de l'histoire la pensée de Patrice LUMUMBA mais d'édifier, sur la base de cette pensée juste et clairvoyante, une véritable idéologie susceptible d'aider les Congolais à appréhender les enjeux de l'édification et de la gestion de leur pays sous le prisme de l'intérêt général et d'un patriotisme constant et lucide.

Notre responsabilité nous oblige à revisiter les fondamentaux de la pensée de LUMUMBA et de l'enrichir des acquis de notre propre expérience. En l'occurrence, la prise de conscience des mutations

intervenues dans le monde et donc la nécessité de nous servir de l'expérience des autres pour éclairer notre itinéraire.

En effet, il faut partir de la réalité établie que notre pays est une création coloniale, donc non endogène, ce qui engendre, dès le départ, une contradiction entre notre état d'évolution naturelle et le fait que nous soyons devenus, par un accident de l'histoire, propriétaires d'un État moderne. C'est un fait de l'histoire qui est la marque de beaucoup d'autres pays. En termes d'évolution, la mutation du statut des tribus parfois antagonistes en peuple congolais ainsi que la naissance de notre pays sur un espace bien délimité constitue un saut historique de plusieurs milliers d'années. La colonisation n'a duré, pour les plus optimistes, que 80 ans, soit trois générations, si on prend 25 ans pour une génération. Patrice LUMUMBA avait eu le mérite de comprendre que ce n'est pas en trois générations que nous pouvions acquérir les armes culturelles permettant de gérer un pays moderne, vaste, riche et objet de toutes les convoitises. Il est dommage qu'il n'ait pas vécu suffisamment longtemps pour pouvoir mieux construire et formuler sa pensée.

Cependant, son engagement dans la lutte contre le colonialisme et pour l'indépendance fut total, ce qui, à première vue, paraît contradictoire. En réalité, il avait une pleine confiance dans son peuple qui, sous la direction d'une élite patriote, aurait été capable de combler les lacunes de la formation par la nature de son engagement au service de son pays. LUMUMBA avait compris, peut-être sous l'éclairage de son camarade KWAME N'KRUMAH, qu'il fallait "chercher le royaume politique d'abord, le reste vous sera donné par surcroît".

À la lumière des mutations intervenues dans le monde depuis 50 ans, on constate que si le Congo apparaît comme un des exemples-type de ce qui s'appelle aujourd'hui un "État failli", il sied de reconnaître également que c'est quasiment toute l'Afrique noire (plus

Haïti) qui va mal, alors qu'en Asie et en Amérique latine, le progrès économique est incontestable. Or, il semble se dégager que ces pays, surtout en Asie, sont des pays ayant fait depuis mille ans au moins leur révolution technologique primaire : l'invention ou l'adoption de la roue, la charrue, la traction animale, le gouvernail, la boussole, etc.

Cette situation contraste évidemment avec celle de la plupart des pays d'Afrique noire et Haïti dans lesquels les instruments de production demeurent la houe et la machette, les déplacements et le transport des charges se faisant à dos d'homme. Or, il semble évident que les instruments de production ont une influence décisive sur la pensée humaine, sur le rapport à la gouvernance, à la vision du monde.

Sans une révolution au niveau des outils de production, il sera difficile à l'Afrique noire en général et au Congo en particulier de s'approprier réellement la culture de développement. Le reste n'est qu'un saupoudrage destiné à entretenir l'illusion, sinon à permettre la continuation des systèmes de pillage qui ont vu certains dirigeants s'enrichir énormément alors que l'appauvrissement de leurs peuples ne fait que s'accroître.

C'est à partir du moment où les Congolais seraient capables de produire des biens en quantité, d'être à l'abri de la faim par leurs propres efforts qu'ils pourront produire des élites ayant une conscience historique, par conséquent susceptibles de se lier au sort de leur peuple au lieu de concourir au pillage de leur propre pays. La conscience historique est ce sentiment qui pérennise dans l'être humain une perception objective de l'espace et du temps : on est constamment appelé à voir ce que font les autres, à se comparer à eux et, naturellement, incité à copier leurs réussites. C'est l'absence de cette conscience historique qui fait que nos dirigeants n'éprouvent aucune honte lorsqu'ils observent des milliers de nos compatriotes qui se noient dans les océans pour tenter d'échapper à la misère et à la

tyrannie ; des dirigeants qui n'hésitent pas à massacrer leurs concitoyens et s'indignent lorsqu'à l'extérieur on leur demande des comptes. La souveraineté serait la justification de la prédation et de la tyrannie. Rappelons-nous que MARX avait dit que la honte est un sentiment révolutionnaire.

Étant donné que nous sommes condamnés à brûler les étapes dans notre évolution, nous devons tenter d'aller directement vers le machinisme en enjambant le stade de la traction animale. La solution serait la mécanisation massive de l'agriculture non pas au moyen des machines-outils sophistiquées mais avec des motoculteurs. Le programme devrait comprendre, en même temps, la construction d'écoles professionnelles pour la formation des mécaniciens, des tourneurs, des tôliers, des motoristes, d'agronomes, des vétérinaires, des maçons, des charpentiers, etc. et l'érection de fours artisanaux pour produire, dans le même environnement, les pièces détachées progressivement, des plus simples aux plus élaborées, jusqu'à ce que l'ensemble de l'outil, dans un délai de 20 ans tout au plus, puisse être entièrement produit sur place. Ce n'est que de cette manière que peut se forger une culture de développement, en d'autres termes, une mutation des mentalités.

Pendant le "Bond en avant" dans les années 50, les Chinois avaient implanté des fours artisanaux dans les villages. Bien avant eux, c'est grâce aux métaux fondus dans de petits fours installés partout en Angleterre que les Anglais purent opérer leur révolution industrielle.

L'emballlement pour "l'enrichissement sans cause", coûte que coûte, cessera d'avoir l'attrance morbide qu'elle exerce actuellement sur les élites africaines. Après tout, les dirigeants occidentaux ne sont pas pauvres. Le système capitaliste permet aux décideurs de bénéficier de confortables commissions. Cela veut dire que nos dirigeants pourraient s'enrichir un peu

plus proprement, en travaillant plus pour l'intérêt général.

Aussi, on peut affirmer que par la révolution de l'outil de production, le Congolais peut faire un saut historique significatif et "entrer réellement dans l'histoire". On comprend donc que seules des élites ayant une conscience historique sont capables de gérer leurs sociétés au mieux de ses intérêts. Par une gestion sérieuse à l'intérieur, ces élites peuvent se créer une bonne réputation à l'extérieur puisqu'elles pourront faire preuve d'esprit de responsabilité dans la gestion du patrimoine public et qu'elles se montreraient respectueuses de leurs engagements.

En effet, l'un des reproches adressés aux dirigeants africains, congolais en particulier, est de signer des contrats dont ils oublient les obligations. Conséquences : nos pays brillent par l'incapacité à honorer leurs dettes. La première raison pouvant expliquer cette situation est le manque de sérieux dans la négociation des contrats : les plénipotentiaires ne sont pas les éléments les plus capables mais des parents ou des amis, qui ne sont intéressés que par l'importance des commissions à empocher.

Dans une situation comme dans l'autre, les intérêts du pays passent au second plan. Par conséquent, la mauvaise réputation qu'ont nos pays à l'étranger n'a rien d'étonnant. Nos dirigeants n'ont aucune crédibilité, même dans le chef de ceux qui sont censés être leurs partenaires dans les affaires. La preuve est que, à une époque où on délocalise massivement pour minorer les frais de production, peu d'entreprises occidentales choisissent de s'installer en Afrique noire, alors même que la situation géographique du continent permet des coûts de transport moins élevés et que la main d'œuvre y est également moins chère qu'en Asie.

Le discours des élites africaines tendant à incriminer uniquement l'interventionnisme extérieur pour

expliquer les contre-performances des pays du continent est devenu manifestement contre-productif dans la mesure où il ne colle plus à la réalité.

En effet, l'analyse de l'évolution des relations internationales permet de constater que l'idée selon laquelle ce que SAMIR Amin a nommé "le centre" s'oppose au développement de "la périphérie" est devenue obsolète. En réalité, on observe que le capitalisme moderne s'affranchit de certaines sensibilités passées de type raciste. Le capitalisme moderne a besoin des marchés capables d'acheter les produits de ses industries. Plus un pays du Sud émerge sur le plan économique, plus les grandes entreprises occidentales montrent un empressement à établir avec lui un partenariat.

C'est donc la vision des choses que beaucoup conservent en Afrique, basée sur la victimisation, qui doit changer. D'autres régions du monde ont eu la même relation historique que l'Afrique avec l'Occident. Elles sont passées à autre chose. L'Afrique doit se décider à réfléchir autrement.

Il se pourrait que la discussion sur l'adaptation à la démocratie occidentale mérite une considération plus objective dans la mesure où les élections, dans des pays marqués par l'importance de la tribu, ont eu pour résultat de fragiliser l'unité nationale comme on l'a vu dans certains pays. En revanche, le despotisme d'un individu paraît produire des résultats encore plus catastrophiques.

Si on considère un modèle comme celui de la Chine, on se trouve en présence de la dictature d'un parti, c'est-à-dire d'un groupe d'hommes par ailleurs aux origines géographiques diverses unis d'abord par leurs idées. Ce modèle pourrait peut-être mieux convenir à la situation africaine, mais faut-il encore que le rapport au pouvoir puisse changer !

L'absence d'investissements a été longtemps le tendon d'Achille des

économies africaines. Les financements des institutions de Bretton Woods ne furent pas toujours conçus dans une véritable optique d'aide au développement. Souvent, ces financements n'ont fait qu'aggraver le problème d'endettement. La Chine a complètement changé la donne dans ce domaine. Elle a les moyens et la volonté d'investir en Afrique. Evidemment, le résultat final de la coopération avec la Chine (et l'Inde) dépendra de la manière dont les Africains négocient avec leurs partenaires. Il y a encore quelques années, les investissements de Pékin bénéficiaient de la garantie de l'État chinois. Actuellement, les entrepreneurs chinois sont devenus des opérateurs capitalistes comme les autres, soumis également aux lois du marché. C'est pourquoi il sied de négocier intelligemment avec eux, en privilégiant les intérêts du pays plus que les commissions à empocher.

Le facteur temps apparaît comme le principal ennemi contre lequel nous sommes condamnés de lutter. Alors qu'ailleurs des pays qui étaient dans les mêmes conditions que les nôtres arrivent à se tirer d'affaires, la situation du continent noir, et du Congo en particulier, trouvera de moins en moins de compréhension dans le monde. Aussi, pour accélérer les changements au Congo, on devrait coupler certaines décisions symboliques suivantes à la politique de la révolution de l'outil de production :

- obliger d'effectuer les transactions à l'aide des unités de mesure (kilo, litre, mètre) et interdire la pratique du tas
- borner toutes les voies de communication afin d'habituer la population à évaluer les distances plus correctement
- rendre obligatoire l'installation d'une horloge parlante sur le fronton de tous les édifices publics jusqu'aux plus modestes pour favoriser une culture de la meilleure gestion du temps. Inventer les modalités permettant l'application de la même décision dans les villages

- prendre des mesures drastiques de santé publique et d'hygiène devant interdire des pratiques telles que manger à même le sol, la production et la consommation des alcools frelatés, devenue un véritable fléau à l'intérieur du pays.

En résumé, le lumumbisme doit être compris, sur le plan économique, comme une idéologie qui a pour base :

- la promotion d'une économie centrée sur l'investissement humain, donc le travail en tant que facteur qui valorise l'individu, permet son épanouissement et mérite d'être bien rémunéré
- le travail comme valeur cardinale autour de laquelle doit être bâtie la société congolaise ; travailler étant une obligation et en même temps un droit de tout un chacun
- la construction d'une économie mixte État/privé dans laquelle l'État joue un rôle d'encadrement indispensable. L'État doit concevoir des mécanismes pour encourager le civisme fiscal et être en mesure de récolter l'impôt aussi bien des individus que des entreprises pour se donner les moyens d'assumer ses missions dites régaliennes
- la passation des marchés et, d'une façon générale, la gestion de l'économie doit se faire en priorité dans l'intérêt général. La recherche de l'enrichissement personnel par les mandataires publics doit être considérée comme crime économique imprescriptible
- d'une façon générale, la corruption, la concussion, la prévarication et le détournement des deniers publics par les mandataires de l'État doivent devenir des crimes imprescriptibles
- la promotion d'une politique d'industrialisation par la transformation locale des matières premières nationales sans laquelle il sera impossible au peuple congolais de s'approprier la culture du développement
- la fixation des objectifs industriels clairs et définis, tels que la production, au bout d'un délai défini, de vélos, de motocyclettes, de motoculteurs, de camionnettes, d'engins de navigation fluviale et lacustre afin de favoriser un effet d'entraînement susceptible de provoquer une mutation structurelle de la société congolaise
- promouvoir une agriculture de développement destinée à l'autosuffisance alimentaire dans un premier temps, puis s'orienter vers l'exportation des surplus ; étendre et diversifier l'élevage du gros bétail ; favoriser le croisement des races locales de buffles et des zébus d'origine étrangère afin de créer un produit d'exportation de qualité au label congolais ; développer la production du lait, dont la consommation par la population congolaise doit être généralisée
- développer la pisciculture afin d'accroître la production des produits aquatiques ; s'adonner à l'élevage du crocodile en raison de sa viande d'excellente qualité et dont la peau est prisée en maroquinerie
- une politique de gestion responsable des fleuves, rivières et lacs qui consiste à protéger des espèces menacées, à interdire la pêche pendant une période donnée pour favoriser la reproduction des poissons ; la sélection de certaines espèces pour l'exportation
- une politique de reboisement intensif pour lutter contre les érosions particulièrement au Kasai oriental, aux Kivus et en Ituri
- l'interdiction de l'exportation du bois brut au profit de la transformation locale en produits finis pour le marché local et l'exportation ; l'organisation des expositions permanentes à l'étranger des produits de l'industrie congolaise du meuble
- promouvoir une politique de grands travaux impliquant une nombreuse main-d'œuvre non qualifiée par exemple pour la construction des

barrages ou des voies secondaires de communication, moyen par excellence pour accroître la confiance de la population en ses capacités de création

- instaurer chaque année une foire des inventions où sont exposées les créations des Congolais, lesquelles s'évanouissent souvent dans la nature, faute de soutien
- favoriser une politique d'intégration nationale via l'intensification des échanges interrégionaux ; armer, dans ce but, des petites embarcations devant naviguer sur les nombreux lacs et cours d'eau du Congo ; créer des écluses ou des canaux pour prolonger la navigation ; mieux sécuriser la navigation par pirogue, le moyen de transport le plus usité, en concevant et en rendant obligatoire des bouées de sauvetage appropriées
- créer dans chacune des provinces des écoles agricoles spéciales qui auront pour but de former des jeunes spécialement destinés à exploiter de nombreuses terres agricoles laissées à l'abandon. À cet égard, partir de l'expérience du défunt service national ayant consisté à regrouper un certain

nombre de jeunes de différentes origines destinés à créer et à exploiter des fermes sur différents sites du territoire national

- l'interdiction faite aux mandataires publics de faire des affaires
- dans le domaine de l'entrepreneuriat, tous les marchés publics d'une valeur égale ou inférieure à 2 millions d'Euros doivent être attribués aux entreprises congolaises ; en deçà de 5 millions d'Euros, les entreprises autorisées à concourir doivent avoir des associés congolais tant au niveau du capital que du management
- dans tous les cas, l'attribution des marchés doit se faire suivant les règles habituelles d'adjudication, et de manière transparente
- le développement de l'industrie du tourisme ayant pour ossature l'exploitation des sources d'eaux thermales à l'est du pays, la réhabilitation des parcs nationaux, en particulier la Rwindi et Garamba, la reconstitution des réserves de chasse, la création d'un circuit touristique intégré avec les pays d'Afrique orientale.

Albert KISONGA  
Gilly, le 6/12/2010

### Les bases idéologiques du "lumumbisme"

Le sujet est vaste. Pour vous parler de ce sujet, il faudrait beaucoup de temps. Bien plus, il en faudrait aussi plusieurs chapitres. Il est donc naturel que mon exposé sur la Pensée Politique de LUMUMBA ne puisse être qu'incomplet. Il ne peut être tout au plus qu'un résumé succinct des idées politiques de Patrice Emery LUMUMBA. Les idées politiques englobant la philosophie, l'économie, le social, le culturel, la défense, etc.

Néanmoins, je crois utile de faire ce résumé des idées essentielles de Patrice Emery LUMUMBA afin de donner quelques points de départs nécessaires

pour saisir les bases idéologiques du "lumumbisme". Exposer les idées politiques de Patrice Emery LUMUMBA, ce n'est pas encore exposer les Principes de la Conception du Monde du "lumumbisme". La conception du monde du "lumumbisme" et les principes lumumbistes ne sont pas une seule et même chose, quant à l'étendue.

Patrice Emery LUMUMBA fut l'un des premiers éminents démocrates africains. Sa vision du monde n'était pas dépourvue d'éclectisme ; elle conservait des traces de l'influence petite-bourgeoise, des éléments de la pensée des socialistes

utopistes et des idéologues de la société bourgeoise africaine en construction.

Mais, il est indéniable que P.E. LUMUMBA était un **révolutionnaire** honnête et conséquent, un **démocrate** et un **combattant** très engagé contre le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Exposer le "lumumbisme", c'est exposer ce qu'il y a de particulier dans les textes essentiels produits par P. E. LUMUMBA et ce qui, naturellement, se rattache à son nom. C'est dans ce sens seulement que je parlerai ici.

### **Fondement des idées politiques de P. E. LUMUMBA**

La force motrice de la lutte pour l'indépendance du Congo a été constituée par les travailleurs, les chômeurs des centres urbains et les paysans des milieux ruraux. Ceux-ci avaient supporté le poids du pillage, de l'oppression et de l'exploitation coloniale. Au milieu des années 1950, ils exigent un changement radical de la situation. Ils sont influencés par le courant de la lutte anticolonialiste qui déferle sur l'Afrique depuis la victoire de l'Armée Rouge Soviétique en 1945, en passant par la victoire des forces démocratiques et l'apparition du Camp socialiste en Europe, la libération de la Chine en 1949, la guerre d'Indochine, le début de la guerre d'indépendance en Algérie (FLN). Mais, à cette époque, les dirigeants congolais, les petits bourgeois, les "évolués", sont presque tous conciliants envers les colons.

Patrice Emery LUMUMBA est né le 02 juillet 1925 à la campagne, à Katakombé ; il a aussi vécu à Kindu, à Kisangani (ex-Stanleyville) et à Kinshasa (ex-Léopoldville) ; il connaissait bien les masses, le peuple. En 1956, il écrit : "Le désir essentiel de l'élite est d'être des Belges et d'avoir droit à la même aisance et aux mêmes droits". (Cfr. Congo, Terre d'avenir, p. 29).

En mars 1956 à Léopoldville, un projet des missionnaires scheutistes de la création du "Mouvement National Populaire" fut discuté en présence de l'Abbé Albert-Joseph MALULA. En juin 1956 toujours, Joseph ILEO, Joseph NGALULA, Albert NKUBI, Dominique ZANGABI, Antoine NGWENAZA, Victor DJOLI et l'Abbé Albert-Joseph MALULA publient le "**Manifeste de la Conscience Africaine**". Les Congolais sont liés à l'Église catholique qui fut l'un des "Trois Piliers" de la "Trinité Coloniale".

Le Manifeste dit : "Notre volonté est que l'émancipation du Congo se réalise dans l'ordre et la tranquillité. Les Européens doivent bien comprendre que notre désir légitime d'émancipation n'est pas dirigé contre eux. Nous prévoyons de créer une organisation qui se fera en pleine légalité et en se conformant aux lois". (Cfr. Chronique de politique étrangère vol. XII, nr. 4-6, juillet-novembre 1960, pp. 443-445).

En juillet 1958, le projet des Missionnaires scheutistes de 1956 fut de nouveau discuté au pavillon des Missions à l'Exposition Universelle de Bruxelles par Boniface MATEKETE, Dominique ILOO, Michel BAMALA, Jacques MASSA, Albert KALONJI et adopté en octobre à Bruxelles par Boniface MATEKETE, Dominique ILOO, Michel BAMALA, Jacques MASSA, Albert KALONJI, Raymond UKUMU, Jason SENDWE, Bernard KATUMWA, Joseph ELONGO, Bertin Onésime TUMBA, Georges GRENFELL et Jean BOLIKANGO. Ce mouvement prit le nom de "**Mouvement pour le Progrès National Congolais**" en sigle **M.P.N.C.** (la date reste inconnue).

Le 05 octobre 1958, Joseph ILEO, Joseph NGALULA, Alphonse NGUVULU, Cyrille ADOULA, Gaston DIOMI, Patrice Emery LUMUMBA, Albert NKULI, etc. fondent le "**Mouvement National Congolais**" en sigle **M.N.C.** Le 10 octobre 1958, le

MNC est officialisé à Léopoldville, actuel Kinshasa.

Le M.N.C. n'a pas de rapport avec le projet des Missionnaires scheutistes, le MPNC, dont le but était la fondation d'un mouvement national chrétien ; son orientation et son programme confirmèrent cela plus tard. Mais, le M.N.C., une fois fondé, LUMUMBA, NGALULA, DIOMI et Ernest GLINNE, collaborateur du Journal "La Gauche" et député socialiste, vont le représenter à Accra, du 05 au 13 décembre 1958. P. E. LUMUMBA déclare à Accra : "Malgré les frontières qui nous séparent, nous avons la même conscience, les mêmes soucis de faire de ce continent africain un continent libre, heureux, dégagé de toute domination colonialiste. Nous sommes heureux de constater que cette conférence s'est fixé comme objectif la lutte contre tous les facteurs internes et externes qui constituent un obstacle à l'émancipation de nos pays et à l'unification de l'Afrique. Parmi ces facteurs, on trouve le colonialisme, l'impérialisme, le tribalisme et le séparatisme religieux qui, tous, constituent une entrave sérieuse à l'éclosion d'une société africaine harmonieuse et fraternelle". (Cfr. La Pensée politique de LUMUMBA, p. 11-12).

Le 28 décembre 1958, Patrice Emery LUMUMBA tient un premier meeting politique sur la "Place de la Victoire" au quartier Matonge (ex quartier Renkin), dans la Commune de Kalamu. Devant 10.000 personnes, P. E. LUMUMBA souligne : "... La constitution du M.N.C., comme parti politique par les Congolais et au service de la libération politique et sociale des Congolais et de leur vaste et riche pays, est la première victoire historique que le Peuple congolais a remporté sur le régime d'assujettissement". (Cfr., op. cit. p. 13). "L'objectif du M.N.C.", continue LUMUMBA, "est d'unir et d'organiser les masses congolaises dans la lutte pour l'amélioration de leur sort, la liquidation du régime colonialiste et d'exploitation de l'Homme par l'Homme" (idem p. 16).

Il ressort de cette déclaration deux objectifs principaux de la révolution congolaise : premièrement, la **libération nationale** devant entraîner fatalement le renversement du régime colonialiste belge d'asservissement et, deuxièmement, la **libération économique** devant impliquer la suppression de son système économique basé sur le pillage et l'exploitation de l'Homme par l'Homme. P. E. LUMUMBA est convaincu que notre révolution - du moins la révolution dans laquelle il s'engageait ou qu'il entendait diriger - ayant un caractère de libérateur et anticolonialiste, ne devait pas se limiter là, c'est-à-dire au fait de juguler le système économique colonialiste de l'impérialisme, mais devait, ensuite, par la logique des choses, devenir une révolution dirigée contre l'ordre social capitaliste existant au Congo. Ainsi, P. E. LUMUMBA déclare : "... pour nous, l'indépendance politique ne signifie rien si elle n'est pas accompagnée immédiatement d'un développement économique et celui-ci doit être basé sur la satisfaction des besoins de l'Homme". (idem p.16)

Puis, il lance un appel aux masses populaires en disant : "Il est grand temps que le Peuple congolais prouve au monde qu'il a conscience des réalités de **l'autonomie-cadeau** que prépare et lui promet le gouvernement. Cette autonomie-là, nous n'en voulons pas. Il est temps que les Congolais des centres et de l'intérieur fassent connaître au monde qu'ils ne sont nullement divisés mais qu'ils sont unis pour une même et juste cause. Il est temps que le Peuple congolais sorte de son sommeil, qu'il rompe le silence et domine l'intimidation pour manifester pacifiquement mais résolument que l'on doit compter avec lui". (idem, p. 16-17). Et il ajoute en ces termes : "Nous adressons un vibrant appel à tous les patriotes Congolais, à toutes les associations et groupements organisés de s'unir autour du Mouvement National Congolais". (idem, op. cit., p. 16)

Mais ses compagnons, ADOULA, MBUNGU, NGWENZA, ILEO,



NGALULA, etc. ne l'entendent pas de cette oreille. Peu après ce meeting, ils estiment que LUMUMBA est devenu un "démagogue" dangereux. LUMUMBA leur dit : "Je suis un démocrate et je vous demande d'agir avec moi, mais vous êtes des intellectuels rêveurs et prudents. Vous pensez que l'indépendance vous sera offerte sur un plateau d'argent, mais il faudra lutter pour l'obtenir et je suis décidé à me battre, s'il le faut, pour arracher notre liberté". (Cfr. Pierre DEVOS, Vie et mort de LUMUMBA, p. 78-79).

### La nature du M.N.C.

Les uns disent que le M.N.C. est un "parti politique". Cette définition est loin de la vérité. Un parti politique est l'expression des intérêts d'une classe déterminée. Il est une organisation sociale ayant pour objectif la prise et l'exercice du pouvoir en vue de la primauté des idéaux et des intérêts d'une classe sociale déterminée. Un parti politique adopte un langage commun, un programme commun, une organisation unique et une direction homogène et unique. Or, certes, le M.N.C. a un programme commun, une organisation unique, une direction unique mais le M.N.C. n'a pas un **langage commun** ni une **direction homogène** en ce moment-là. Voilà pourquoi j'estime que cette définition n'est pas juste.

D'autres disent que le Mouvement National Congolais est un "Mouvement politique". Un mouvement politique est une organisation sociale de type libéral caractérisée par l'adoption d'une *ligne politique* minimum commune à suivre ou d'un *objectif politique* minimum commun à atteindre justifiant la coopération des divers groupes sociaux regroupés en son sein. Cette organisation est dominée par une réalité tendancielle émergeant des contradictions de classes et des oppositions d'intérêts en d'autres domaines que celui visé par le mouvement. Si l'on retient cette définition, il faut reconnaître que même dans cette définition, il n'y a pas de vérité.

En octobre 1959, P. E. LUMUMBA déclare à Accra : "La situation au Congo s'améliore de jour en jour en ce qui concerne la lutte du Peuple pour son indépendance. Les tentatives de l'Administration pour annihiler ce mouvement populaire d'émancipation qui se dessine dans tous les coins du pays rencontrent de plus en plus un échec fatal. La Belgique a toujours pratiqué au Congo une politique paternaliste qui consistait à étouffer par l'enseignement, la radio et une forte propagande de presse, la conscience des populations. Aujourd'hui encore, la radio officielle ne sert qu'à diffuser du matin au soir de la musique, des danses, des cantiques religieux et la propagande de l'Administration coloniale. Il n'y a rien qui est fait dans le sens de l'éducation populaire des masses. Alors que d'autres territoires évoluaient politiquement, le Congo **stagnait** à cause de la politique d'immobilisme de l'administration belge. Par une action dynamique et courageuse de quelques leaders nationalistes, le Peuple congolais est sorti brusquement de sa torpeur. Partout au pays, même dans les villages les plus reculés de la brousse, la population crie "indépendance". Et cette indépendance, notre Peuple veut l'obtenir sans aucun retard. Le Mouvement National Congolais, qui est un mouvement de rassemblement populaire et de libération nationale, connaît de jour en jour un succès sans cesse grandissant". (Cfr. Patrice LUMUMBA, La dimension d'un Tribun non-violent, éditions MIR-IRG-2005, 4<sup>ème</sup> édition, p. 43-44).

C'est à partir de ce moment que P. E. LUMUMBA donne la vraie nature de son organisation politique, le Mouvement National Congolais. En effet, le M.N.C. est un mouvement politique de Rassemblement populaire et de libération nationale présentant les caractéristiques d'un parti politique. Ce n'était pas, et ce n'est pas encore, un parti politique jusqu'aujourd'hui. Le M.N.C. regroupe à sa fondation des Chrétiens, des libéraux, des socialistes, etc. Le 22 mars 1959 à Ibadam, P. E. LUMUMBA pose en principe : "... il n'y a qu'une voie. Cette

voie, c'est le rassemblement de tous les Africains au sein des mouvements populaires ou des Partis unifiés car, plus nous serons unis, mieux nous résisterons à l'oppression, à la corruption et aux manœuvres de division auxquelles se livrent les spécialistes de la politique du 'diviser pour régner'... L'expérience démontre que dans nos territoires africains, l'opposition que certains éléments créent au nom de la démocratie, n'est pas souvent inspirée par le souci du bien-être général ; la recherche de la gloire et des intérêts personnels en est le principal, si pas l'unique mobile".

### **La date de l'indépendance est fixée au 30 juin 1960**

Le 30 juin 1960, le Roi BAUDOUIN I<sup>er</sup> et le Premier Ministre belge Gaston EYSKENS sont présents lors de la cérémonie de la proclamation de l'indépendance au Palais de la Nation à Léopoldville - Kinshasa actuel. Après les discours du Roi BAUDOUIN et du Président Joseph KASA-VUBU, le Premier Ministre Patrice Emery LUMUMBA s'adresse à l'improviste non au Roi BAUDOUIN mais au Peuple congolais en ces termes : "aux Congolaises et Congolais, combattants de l'indépendance aujourd'hui victorieuse, je vous salue au nom du Gouvernement Congolais". Il rappelle ce que fut "l'humiliant esclavage" imposé par le Roi LÉOPOLD II dont le Roi BAUDOUIN venait de glorifier le génie.

Et Patrice E. LUMUMBA d'enchaîner : "Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir parce que nous étions des Nègres. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres". (Textes, Révolution congolaise, Nr. 2, 17 janvier 1998, p. 4).

### **Les objectifs politiques**

La lutte anti-colonialiste et contre l'impérialisme doit être l'œuvre des masses. P. E. LUMUMBA le souligne très

clairement : "Ce programme, nous voulons le réaliser avec la collaboration de tous les Congolais, hommes, femmes et enfants". (Pensée Politique de LUMUMBA, p. 13). Le 22 avril 1959, P. E. LUMUMBA déclare : "La masse est beaucoup plus révolutionnaire que nous. Quand nous sommes avec la masse, c'est la masse même qui nous pousse, elle voudrait aller beaucoup plus rapidement que nous" (idem p. 45). Le 13 août 1959, MABE SABITI, chef des "arabisés" (c'est-à-dire les Musulmans) de Stanleyville déclare : "LUMUMBA se met surtout du côté des ouvriers parce qu'ils forment la masse". (PV des entretiens officiels, Sénat belge, 1959, p. 264).

Et c'est alors à P. E. LUMUMBA de préciser : "L'indépendance effective dans l'interdépendance des Nations libres, la libération totale du Congo de toute forme de tutelle" (Pensée Pol., p. 45). "Cette indépendance, nous voulons qu'elle soit une indépendance réelle et non une indépendance de façade" (LUMUMBA, op. cit., p. 129).

Patrice Emery LUMUMBA a lutté avec acharnement pour l'unité nationale. Il déclare : "Nous combattons également toutes les tentatives de morcellement du territoire national. La grandeur du Congo est basée sur le maintien de son unité politique et économique". (idem, p. 165).

"Sous le camouflage du mot 'fédéralisme', on veut opposer les populations du Congo. Pour nous, 'fédéralisme', 'unitarisme' sont toutes des formules politiques qui sont valables. Mais au Congo, ce que nous voyons aujourd'hui, ceux-là qui préconisent le fédéralisme, ce n'est pas en réalité cela qu'ils préconisent, c'est le séparatisme. Ce qui se passe au Katanga, ce sont quelques colons qui disent : ce pays devient indépendant et toutes les richesses vont servir à cette grande Nation, la Nation des Nègres. Non, il faut que le Katanga devienne un État indépendant ; de telle manière que, demain, c'est le grand capitalisme qui va économiquement

dominer les Africains. Et c'est cela le danger (...). C'est pour cette raison que nous défendons énergiquement la thèse de l'Unité, parce que le fédéralisme au Congo suppose et signifie clairement le séparatisme ethnique, que, demain, pour être élu, chaque leader va se mettre à la tête de son clan, de sa tribu, et alors, qu'est-ce qui va arriver des six provinces érigées en République ? (...) Et la population, la masse populaire ne profitera pas du tout de cette indépendance. Nous ne voulons pas que cette indépendance que nous réclamons et que nous venons de conquérir serve à quelques individus, serve à quelques groupes financiers ; nous voulons que cette indépendance serve à toutes les couches de la population congolaise".

P. E. LUMUMBA parle de la démocratie : "La politique du Gouvernement ne sera autre que celle du Peuple. C'est le Peuple qui nous dicte et nous marchons suivant les intérêts et les aspirations du Peuple", (idem, p. 298). En janvier 1961, P. E. LUMUMBA déclare : "La liberté est l'idéal pour lequel, de tous temps et à travers les siècles, les Hommes ont su lutter et mourir".

### **Les objectifs économiques**

Les problèmes économiques revêtent une importance décisive dans le combat de Patrice Emery LUMUMBA. Le M.N.C. n'avait pas encore envisagé les "nationalisations" dans son programme. Mais, au début de septembre 1959, selon les camarades Jean-Willy TSHIMBILA, responsable de la propagande de la J.M.N.C. à l'époque et Fernand NIMA, un des membres du bureau politique du Parti Solidaire Africain (P.S.A.), une discussion sur le thème; "En Union Soviétique, les moyens de productions appartiennent à l'ensemble des travailleurs. C'est ce qui fait sa force", met en présence de BOURRAS, Patrice Emery LUMUMBA, Joseph MBUYI du M.N.C./LUMUMBA ainsi que Pierre MULELE, Fernand NIMA, Valentin LUBUMA et POMBO du P.S.A.. Tous, hormis POMBO, arrivèrent à la conclusion qu'il faudra nationaliser l'UMHK, le HCB, la

Forminière, la CEKA, etc. et toutes les autres grandes sociétés coloniales. Cependant, P. E. LUMUMBA estime "qu'il est prématuré de défendre ouvertement pareilles idées avant que les Belges ne soient définitivement partis".

En janvier 1960, lors de la Conférence de la "Table Ronde Politique" à Bruxelles, selon l'avocat Jules CHOMÉ, P. E. LUMUMBA avait élaboré un plan avec quelques-uns de ses camarades en sa présence et celle de Alphonse NGUVULU, président national du Parti du Peuple, de reprendre tout de suite à la Forminière les concessions qu'elle avait obtenues de l'État du Congo-Belge pour l'exploitation des mines de fer au Kasai, concessions qu'elle n'avait jamais exploitées. Alphonse NGUVULU, ayant exprimé le vœu qu'au lendemain de l'indépendance, on nationalise l'UMHK, Patrice LUMUMBA lui avait répondu : "Dès lors", dit-il, "y aurait-il politique plus insensée que de faire un capitalisme étranger pour qu'il fasse des investissements au Congo, alors qu'on dépouillerait le capitalisme étranger qui y est déjà installé et qui a à son actif des réalisations, aussi importantes et aussi positives pour l'économie congolaise que l'UMHK. Non (...) ce n'est pas cela la politique à suivre vis-à-vis de ces grosses sociétés. Il faut parler 'affaires' à ces gens-là, dire qu'ils doivent renoncer à jouer un rôle politique, qu'un Congo indépendant ne pourra plus tolérer un État dans l'État, leur faire comprendre qu'il y aura quelque chose de changé aussi sur le plan économique, qu'ils ne pourront plus exporter tous leurs bénéfices, qu'ils devront en réinvestir une partie au Congo, mais qu'il faut que, pour eux, l'affaire demeure suffisamment rentable pour qu'ils aient intérêt à rester au Congo et à y développer leurs activités. Voilà le langage qu'il faut tenir aux hommes d'affaires si l'on ne veut pas voir partir ceux qui sont là et fuir ceux que l'on veut inviter à s'intéresser au Congo. Mais, il faudra exiger des sociétés capitalistes que, dans un délai à déterminer pour chacune d'elles et qui dépendra chaque fois de la complexité des tâches à remplir, chacun

de ses agents étrangers forme un homologue congolais capable de le suppléer et de le remplacer". (Cfr. Jules CHOMÉ, MOBUTU et la contre-révolution en Afrique, Tiers-Monde et Révolution éditeur, novembre 1967, p. 13).

Après la proclamation de l'indépendance politique, le 30 juin 1960, P. E. LUMUMBA déclare : "L'indépendance politique étant conquise, nous voulons maintenant l'indépendance économique. Le patrimoine national nous appartient. Notre programme immédiat doit être de mettre en valeur les richesses de notre pays, par un effort commun, et de créer ainsi une économie nationale qui nous permettra d'améliorer rapidement les conditions de vie de tous les citoyens". (idem, p. 397).

"Ce n'est pas en mendiant des capitaux que nous allons développer le pays mais en travaillant nous-mêmes par nos propres mains, par nos efforts. Le seul slogan pour le moment, c'est le progrès économique. Les cadeaux, on n'apprécie pas. L'indépendance cadeau, ce n'est pas une bonne indépendance. L'indépendance conquise est la vraie indépendance". (Congo 1960, II, p. 202). "La Banque Centrale belge s'est accaparée non seulement de notre argent mais également de nos réserves d'or. Le Gouvernement vient d'annoncer que, si dans un délai de 15 jours, le gouvernement belge ne les restituait pas, nous confisquerons tous les biens appartenant aux Belges". (Annales parl., Senat Congo, sept. 1960, p. 14-15-21).

"Les Occidentaux savent qu'avec ce Gouvernement, ils ne peuvent pas avoir la moindre mainmise sur l'économie de notre pays. Nous devons contrôler notre économie à la Banque nationale, à l'Otraco, à la Regideso. Dans chaque grande société, il faudrait un Commissaire du Gouvernement doté de pleins pouvoirs politiques pour diriger". (LUMUMBA, p. 350). LUMUMBA veut construire le Congo, principalement en s'appuyant sur les masses populaires et en les mobilisant. Il déclare : "Les ministres doivent vivre

avec le Peuple. Nous ne devons pas passer aux yeux du Peuple pour les remplaçants des colonialistes". (Annales P. 19 du 15 juillet 1960). "Nous voulons nous mettre au travail. Nous-mêmes, les ministres, nous allons aller dans les milieux ruraux, nous allons labourer la terre pour montrer au pays comment nous devons faire nos coopératives. (...) L'indépendance, c'est le début d'une vraie lutte". (Congo 1960, II, p. 593-594).

P. E. LUMUMBA dit aux masses congolaises de ne rien attendre du développement du Congo des capitaux étrangers : "L'argent, nous allons le sortir par notre propre travail. Nous devons doubler nos efforts. Nos femmes doivent travailler, tout le monde aux champs. Nous devons nous mobiliser pour créer une économie nationale, une économie rurale prospère. Ne croyez pas qu'avec des capitaux qui viendront de l'étranger le Congo va se développer. Ce n'est pas vrai". (LUMUMBA, p. 248).

Bref, telles sont les idées de P. E. LUMUMBA dans le domaine économique. Ainsi, les idées politico-économiques de Lumumba se caractérisent en quatre traits : 1. la consolidation du secteur d'État ; 2. le secteur privé doit s'insérer obligatoirement dans les préoccupations nationales de développement ; 3. l'organisation d'un secteur de coopératives ; 4. la création d'un secteur mixte.

Pour réaliser correctement cette ligne, il faut remplir les conditions suivantes : l'existence d'une monnaie nationale propre ; le monopole étatique sur l'import-export ; le contrôle de l'État sur les transports et communications ; l'existence de grandes exploitations agricoles d'État et de coopératives et le contrôle par l'État des grands moyens de production, des banques et assurances.

## **La politique sociale et culturelle**

### *Politique sociale*

LUMUMBA dit : "Nous ne voudrions jamais tromper le Peuple et le Peuple sait très bien depuis que nous sommes au pouvoir, qu'il n'y a aucun

ministre qui est payé. Nous mangeons avec le Peuple, nous n'avons pas besoin d'argent. Chacun aura du travail avec des salaires modestes. Ce n'est pas l'argent qui crée le progrès. C'est l'Homme qui crée le progrès. Le seul slogan pour le moment est le progrès économique. Tout le monde au travail ; mobiliser toute la jeunesse, toutes nos femmes, toutes les énergies de notre pays", (idem p. 248).

#### *Politique culturelle*

P. E. LUMUMBA déclare : "Nous sommes des Africains et nous voulons le rester. Nous avons notre philosophie, nos mœurs, nos traditions, qui sont aussi nobles que celles des autres Nations. Les abandonner purement et simplement pour celles des autres Nations, des autres Peuples, c'est nous dépersonnaliser". (Jean VAN LIERDE, Patrice LUMUMBA, p. 70).

"Pour un jeune État comme le Congo, la première préoccupation, c'est de former des hommes, des techniciens, des professionnels, pas seulement les bureaucrates et les intellectuels. Et je pense que le budget de l'enseignement sera le budget le plus important. (...) Pour nous, l'indépendance politique ne signifie rien si elle n'est pas accompagnée immédiatement d'un développement économique et celui-ci doit être basé sur la satisfaction des besoins de l'Homme ; il doit profiter aux populations et améliorer leurs conditions de vie, pas simplement la jouissance des libertés".

#### **La politique extérieure**

##### *Le monde*

P. E. LUMUMBA, en ce qui concerne les relations avec le monde, déclare : "Le Congo n'est pas opposé à l'Occident, aux États-Unis, à l'Union Soviétique ou à toute autre Nation. (...) Notre politique de neutralisme nous recommande de traiter avec toute Nation qui a des intentions nobles et qui ne viendrait pas chez nous dans le but d'instaurer une autre domination".

À propos de l'Afrique, P. E. LUMUMBA déclare : "L'Unité et la

solidarité africaine ne sont plus des rêves, elles doivent se traduire par des décisions. Unis dans un même esprit, dans un même élan, avec le même cœur, nous ferons bientôt de l'Afrique, de notre Afrique, un continent réellement libre et indépendant".

Ajoutons à ces idées que le Congo ne s'est jamais mis debout, il reste un pays dominé et occupé par les forces étrangères. Le petit vent de liberté apporté, du 17 mai 1997 au 16 janvier 2001, a cédé la place, après l'assassinat de notre camarade Mzee Laurent-Désiré KABILA, aux forces néo-colonialistes.

Voilà le résumé des idées qui constituent la **Pensée Politique de Patrice Emery LUMUMBA** et que j'ai tenu à rappeler à nous tous ce jour dans ce colloque sur le "Lumumbisme". "L'Histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'Histoire qu'on enseignera aux Nations unies, à Washington, à Paris ou à Bruxelles, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis "L'Afrique écrira sa propre Histoire (fera sa propre démocratie participative) et elle sera au Nord et au Sud du Sahara une Histoire... "

Nous espérons que ce colloque permettra de bien cerner les idées de P. E. LUMUMBA et de mieux les connaître, qu'il contribuera à l'union des efforts et au rapprochement des Forces progressistes dans le combat contre le néo-colonialisme et l'impérialisme globalisé pour l'indépendance réelle du Congo et pour garantir un avenir meilleur, libre, pacifique aux Peuples d'Afrique et à sa Diaspora des Amériques.

Notre mouvement, les Lumumbistes et les masses congolaises relèvent avec satisfaction que le colloque se déroule l'année du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat du Héros de l'indépendance du Congo et de ses compagnons de lutte, une date particulièrement remarquable de l'Histoire des mouvements de libération nationale. Le colloque confirme de manière irréfutable la fidélité des Amis de P. E. LUMUMBA aux idées et à l'œuvre du génial P. E. LUMUMBA, leur volonté inaltérable d'avancer aux premiers rangs de ceux qui luttent pour l'indépendance

totale du Congo et l'avenir pacifique des peuples d'Afrique, d'être à la hauteur des tâches que l'Histoire a chargé les Lumumbistes de mener à bien.

Le Comité national du Mouvement National Congolais/Lumumba exprime sa

reconnaissance sincère à tous les participants pour la grande confiance témoignée en lui demandant de donner une orientation à ce colloque.

Damien BOMPOMO

## **Cinquantenaire de l'assassinat de Patrice E. LUMUMBA** **LUMUMBA dans la culture de la mémoire et du souvenir** **de la ville de Leipzig (Saxe – Allemagne)**

*(Ré-inauguration du monument à la mémoire de Lumumba sur le site de l'Université de Leipzig, sis avenue Lumumba 4, samedi le 15 janvier 2011, à Leipzig).*

*La ville de Leipzig se trouve dans le Land de Saxe, en Allemagne, et se situe sur 51°20'23.14" N et 12°22'16.89" E. Fondée en 1165, ce sont 846 années d'histoire.*

### **Prologue**

**L**uluabourg (Kananga), vendredi, le 13 février 1961. Information du soir de la station de la radiodiffusion provinciale du Kasai, en langue *tetela*. Le speaker Apa Louis WANYA : *Um'ote abonko. Anamongo nyu lele*. Communiqué codé destiné à tous les auditeurs *Anamongo*<sup>4</sup> du Maniema, du Sankuru et des autres provinces voisines pour annoncer, non pas, la mort de LUMUMBA, non pas l'assassinat de LUMUMBA. Le communiqué dit : "Le *Primus primorium* parmi les héros est tombé. Pleurez, descendants de Mongo".

Tout le monde avait compris le message. L'impensable était arrivé à LUMUMBA : celui qui, par essence, ne tombe pas, ne peut pas tomber, est tombé. Comment, quand et où se relèvera-t-il ?, restent les questions auxquelles Lui, Lui seul pourra répondre.

### **Leipzig : ville de la science et de la culture**

Leipzig : ce sont 632 années d'enseignement universitaire (5<sup>ème</sup>)

université allemande en ancienneté, créée en 1409, sous le nom d'*Alma Mater Lipsiensis*). C'est aussi une de plus importantes facultés d'études africaines en Europe.

Leipzig : c'est Jean-Sébastien BACH. Ville où il a travaillé, composé plusieurs œuvres liturgiques dont de nombreux motets et cantates entre autres : l'oratorio de Noël (BWV 248), la Passion selon S<sup>t</sup> Mathieu (BWV 244 et 244b) et la Passion selon S<sup>t</sup> Jean (BWV 245), la Messe en si mineur (BWV 232), des concertos pour violon dont les concertos BWV 1041 et BWV 1042, Variations Goldberg BWV 998 pour ne citer que celles-ci. Ville où il est décédé et enterré. C'est l'église de S<sup>t</sup> Thomas et son chœur. C'est le *Gewandhaus* et son orchestre symphonique. C'est Kurt MASUR, chef d'orchestre de *Gewandhaus* (1970-1997).

Leipzig : c'est le Festival de BACH. C'est la Foire commerciale internationale (Leipziger Messe). C'est la Foire internationale du livre (Leipziger Buchmesse).

### **Leipzig : ville-symbole de la dernière révolution pacifique allemande du deuxième millénaire**

Leipzig : ce sont les démonstrations entrées dans l'histoire sous le nom de

<sup>4</sup> *Anamongo* : nation ethnique congolaise constituée des *Akutshu*, des *Bangu-Bangu* et *Tetela*, à laquelle appartenait LUMUMBA (*Tetela*).

*Montagsdemonstrationen* (les démonstrations du lundi), qui débutèrent en automne 1989 (4 septembre), à Leipzig, et qui prirent fin en mars 1990 (18 mars 1990), avec les dernières élections législatives de la République démocratique allemande, qui sonnèrent le glas pour les régimes socialistes de l'Europe de l'Est et la fin du Pacte de Varsovie.

### **Leipzig : ville de la Mémoire et du Souvenir de LUMUMBA**

Pourquoi plusieurs centaines de personnes s'étaient-elles réunies, ce samedi 15 janvier 2011, sur Lumumbastr. 4 (avenue Lumumba) à Leipzig? C'était pour commémorer le retour de Lumumba dans la ville de Leipzig: LUMUMBA *abunkalula* (*tetela* : langue maternelle de LUMUMBA) ; LUMUMBA est de retour ; LUMUMBA *is zurück* (allemand) ; LUMUMBA *is back* (anglais) ; LUMUMBA *anarudiya* (suaheli) ; LUMUMBA *azongi* (lingala : une lingua franca de la RD Congo) ; LUMUMBA *wakupingana* (luba : une lingua franca de la RD Congo) ; LUMUMBA *ye me vutuka* (*monokutuba* : une lingua franca de la RD Congo).

Mais revisitons d'abord le volet de l'histoire de la lutte des peuples opprimés et colonisés d'Afrique, il y a cinquante ans, sous les conditions de géopolitique régies par la guerre froide.

Dans les circonstances dramatiques que nous connaissons, le Congo belge devient indépendant le 30 juin 1960. L'ancien Congo belge, la jeune République du Congo est un pays où tout pousse sur le sol (seul pays au monde sans saison agricole morte) ; un pays où tout se trouve dans le sous-sol : un scandale géologique. L'uranium avec lequel la première bombe atomique fut construite et utilisée à Hiroshima et Nagasaki vient des mines de ce pays (*Shinkolobwe*<sup>5</sup>). En ce 30 juin 1960, contrairement aux attentes

<sup>5</sup> <http://de.wikipedia.org/wiki/Shinkolobwe>

des puissances occidentales, un nationaliste, un internationaliste, un tiers-mondiste, LUMUMBA, prend en charge les affaires et le destin de ce jeune État, à la tête du gouvernement, en tant que Premier Ministre. Mais, cette phrase, prononcée dans son discours inaugural : "Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir, quand il travaille dans la liberté et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique toute entière!" scelle le destin de LUMUMBA, le jour même de la commémoration de l'indépendance du Congo.

Un frisson, une onde de choc traversa les barons occidentaux de l'économie et de la politique, car comme le montre l'analyse de SHAWNA : *The establishment in the Congo of a Black economic, political, cultural, industrial, scientific and military bastion for the liberation of Africa and the rest of the Black world*<sup>6</sup>, il fallait empêcher par tous les moyens, la réalisation de ce cauchemar : le Black seul maître de son destin et de sa destinée.

La suite nous la connaissons : diabolisé, diffamé, humilié, haï, destitué inconstitutionnellement, trahi par les Nations unies, arrêté et assassiné avec MPOLO et OKITO, le 17 janvier 1961 ; l'annonce de ces assassinats le 15 février 1961 sera l'apothéose de la victoire à la Pyrrhus des ennemis de l'émancipation des peuples colonisés, des peuples exploités, des peuples colonisés, des peuples africains et du peuple congolais.

Aujourd'hui, LUMUMBA est considéré et compte, avec Marcus GARVEY et MALCOLM X, comme un des trois principaux leaders Black qui ont marqué l'Histoire des Black au deuxième millénaire<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> SHAWNA MAGLANGBAYAN : GARVEY, LUMUMBA and MALCOLM X : National-Separatists, Third World Press, Chicago, 1972 : 66

<sup>7</sup> SHAWNA MAGLANGBAYAN : GARVEY, LUMUMBA and MALCOLM X : National-Separatists, Third World Press, Chicago, 1972.

## La ville de Leipzig et LUMUMBA

Pour comprendre les liens entre la ville de Leipzig et LUMUMBA, il faut se référer à trois moments historiques différents dans le temps : la tradition culturelle de la ville de Leipzig, la vocation internationaliste de l'ancienne République démocratique allemande et la dimension *métahistorique* de LUMUMBA (l'histoire de l'histoire et l'étude du sens de l'histoire).

Lorsque la nouvelle tomba, le 15 février 1961, que LUMUMBA et ses deux compagnons OKITO et MPOLO avaient été assassinés, une onde de choc parcourut les cinq continents. Il y eut des manifestations violentes ou pacifiques partout dans les principales capitales et villes. Et en RD Congo ? Beaucoup n'avaient pas cru à la nouvelle et n'y croient pas encore. C'est ainsi qu'il y a encore des centaines de milliers de Congolaises et de Congolais dans les régions du Sankuru, du Maniema, du Kivu, de l'Ituri, et de la Cuvette centrale qui croient ou pensent que LUMUMBA est/serait encore vivant et qu'il rentrera encore plus puissant que jamais, pour en découdre une bonne fois pour toutes et définitivement avec les ennemis du Congo, du peuple congolais, de l'Afrique et des Noirs.

En RD Congo, dans certaines régions du Maniema et d'Ubundu, LUMUMBA est un Dieu, pour qui des églises sont construites, dans lesquelles les croyants au Dieu, LUMUMBA, organisent des offices religieux. C'est le volet LUMUMBA *trans naturam* : c'est le double aspect de la métaphysique LUMUMBA et de la LUMUMBA métaphysique. LUMUMBA est déifié. Et c'est dans le "Discours de métaphysique" de LEIBNIZ (1686) que l'on trouve des éléments d'explication de LUMUMBA *trans naturam*, et de la déification de LUMUMBA, en remplaçant Dieu par LUMUMBA :

"1. - De la perfection divine et que Dieu fait tout de la manière la plus souhaitable.

La notion de Dieu la plus reçue et la plus significative que nous ayons, est assez bien exprimée en ces termes que Dieu est un être absolument parfait, mais on n'en considère pas assez les suites ; et pour y entrer plus avant, il est à propos de remarquer qu'il y a dans la nature plusieurs perfections toutes différentes, que Dieu les possède toutes ensemble, et que chacune lui appartient au plus souverain degré. Il faut connaître aussi ce que c'est que perfection, dont voici une marque assez sûre, savoir que les formes ou natures qui ne sont pas susceptibles du dernier degré, ne sont pas des perfections, comme par exemple la nature du nombre ou de la figure. Car le nombre le plus grand de tous (ou bien le nombre de tous les nombres), aussi bien que la plus grande de toutes les figures, impliquent contradiction, mais la plus grande science et la toute-puissance n'enferment point d'impossibilité. Par conséquent, la puissance et la science sont des perfections, et, en tant qu'elles appartiennent à Dieu, elles n'ont point de bornes. D'où il s'ensuit que Dieu possédant la sagesse suprême et infinie agit de la manière la plus parfaite, non seulement au sens métaphysique, mais encore moralement parlant, et qu'on peut exprimer ainsi à notre égard que plus on sera éclairé et informé des ouvrages de Dieu, plus on sera disposé à les trouver excellents et entièrement satisfaisant à tout ce qu'on aurait pu souhaiter<sup>8</sup>.

La psycho-histoire des habitants du Sankuru et du Maniema fait qu'aussi longtemps qu'il n'y a pas /eu de deuil, LUMUMBA vit encore, car pour qu'il y ait deuil, à défaut d'avoir vu le corps, une tombe doit, au moins, se trouver quelque part. Or, sans corps ni tombe, LUMUMBA n'est pas encore mort ; donc il est en vie quelque part et attend son heure pour rentrer. Et ici apparaît la

<sup>8</sup> G. W. LEIBNIZ, Discours de métaphysique. [www.ac-nice.fr/philo/textes/Leibniz-Discours.htm](http://www.ac-nice.fr/philo/textes/Leibniz-Discours.htm)



conjecture de LUMUMBA, qui n'attend que d'être formulée mathématiquement !

### **Leipzig, une énigme historique lumumbienne**

Il n'y a aucune ville au monde qui cultive la culture de la mémoire et du souvenir de LUMUMBA plus que la ville de Leipzig. Alors que régnait la terreur contre les partisans de LUMUMBA au Congo, que la chasse aux partisans de LUMUMBA avait déjà commencé dès sa destitution (5 septembre 1960) et que ceux qui habitaient dans les villes contrôlées par ses adversaires politiques et qui portaient la même barbiche que lui, la même coiffure que lui, étaient lynchés, arrêtés, torturés et parfois assassinés, LUMUMBA était honoré en République démocratique allemande.

- le 27 avril 1961 : la première avenue Lumumba au monde<sup>9</sup>. Les autorités municipales de la ville de Leipzig prenaient la décision hautement symbolique et historique de donner le nom de LUMUMBA à une avenue de la ville (Lumumbastrasse).
- Novembre 1961 : les membres de la jeunesse estudiantine, les membres de la jeunesse ouvrière, les étudiants étrangers et les autorités universitaires de l'Université Karl MARX (actuelle Université de Leipzig) inauguraient le premier monument au monde dédié à LUMUMBA, devant le Herder Institut<sup>10</sup>, sur l'avenue Lumumba, 4.
- le 27 octobre 1964, la première mondiale du *Requiem LUMUMBA* composée par Paul DESSAU, avec le texte de Karl MICHEL joué par

<sup>9</sup> TILLIM Guy, Avenue Patrice Lumumba. Editions Prestel Verlag, 2008.

<sup>10</sup> Herder Institut, École de langue allemande pour tout stagiaire et tout étudiant étrangers en République démocratique allemande, créée en 1956. On compte entre autres parmi les milliers d'Africains, qui y passèrent Jeff RADEBE (ministre de la justice de l'Afrique du Sud) et Raila ODINGA (politicien kenyan). En 1968, s'ajouta la première faculté de philologie germanique pour les étudiants non-germanophones, au monde.

l'orchestre symphonique de Leipzig sous la direction d'Herbert KEGEL.

Ce monument fut vandalisé et le buste dérobé par des inconnus, le 1<sup>er</sup> mai 1997. La ville et les habitants de Leipzig, informés par le Dr. Hans WIENHOLD, conjuguèrent leurs efforts pour qu'un autre monument de LUMUMBA soit érigé au moment endroit.

Pour commémorer le cinquantenaire de l'assassinat de LUMUMBA, une initiative privée constituée de plusieurs personnes, Allemands et Africains, ainsi que des associations comme l'association germano-africaine, se forma autour du Dr. Hans WIENHOLD, Dr. Elisabeth QUARDT, Dr. SHUNGU TUNDANONGA et du Dr. Jürgen KUNZE pour entreprendre les démarches bureaucratiques, récolter les fonds et les donations. Les héritiers de la plus célèbre sculptrice allemande de tous les temps, Genni MUCCHI-WIEGMANN (1895-1969), offrirent bénévolement le buste qu'elle réalisa, en 1961, lorsqu'elle apprit la nouvelle de l'assassinat de LUMUMBA.

Devant une foule de plusieurs centaines de personnalités du monde politique, du monde universitaire, du monde culturel, des retraités, des ouvriers, des sans emplois, des étudiants, des écoliers, des altermondialistes, des internationalistes, des femmes, des enfants et de simples citoyens, et en présence de Son Excellence Mme Clémentine SHAKEMBO KAMANGA, ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la RD Congo auprès de la République fédérale d'Allemagne, le nouveau monument de LUMUMBA fut inauguré le 15 janvier 2011.

La journée se termina avec un colloque ayant comme thème "Pouvoir. Politique. Ressource", animé entre autres par Dr. Jürgen KUNZE (association germano-africaine), Johannes SCHÖCHE, le Prof. Dr MAGUEYE KASSSE de l'Université Cheikh Anta Diop (Dakar –

Sénégal), Dr Elisabeth QUARDT (association germano-africaine), Dr DINANGA CINGOMA (Université de Bayreuth/Allemagne), Céline BARRY

(Doctorant, FU Berlin), Dr Hans WIENHOLD (association germano-africaine), et Dr SHUNGU TUNDANONGA (Consultant - Berlin).

Dr SHUNGU M. TUNDANONGA-DIKUNDA

## **La littérature congolaise écrite en lingála<sup>11</sup>**

**D**ans l'Histoire du Congo, l'école a connu son essor avec l'usage du français. La grande partie de la littérature congolaise est écrite dans cette langue. Quel est le parcours suivi, pendant ce temps, par le lingála ? Est-ce que l'environnement socioculturel dans lequel évolue le lingála amène les auteurs à l'utiliser de façon efficiente ? Langue qualifiée, par beaucoup, de barbare, est-elle en train de prendre ses lettres de noblesse à travers sa littérature ? Cette littérature est-elle connue de son public ?

En nous basant sur notre expérience, nos lectures et nos enquêtes de terrain, nous essayerons de caractériser cette littérature. Nous décrivons d'abord le cadre sociolinguistique dans lequel la littérature en lingála évolue, avant de décrire les formes linguistiques utilisées par les auteurs (registre et graphie). Par la suite, nous aborderons la relation entre la littérature en lingála et son lectorat, avant de terminer sur la question de l'édition et de la diffusion.

### **Délimitation de notre propos**

Dans cette Communication, nous n'abordons pas la littérature orale, c'est-à-dire, les fictions finement ficelées qui ne sont pas destinées à être écrites mais dites. Nous limitons notre propos à ce qui est écrit par un auteur de manière élaborée dans l'optique d'amener le lecteur à entrer dans le cœur d'une histoire par la lecture. Ceci concerne le roman, la nouvelle, le récit, l'épopée, encore que la frontière entre ces formes ne soit pas clairement définie dans notre approche. C'est ce que

nous appelons en lingála, *lisoló bakomá*. Nous aborderons aussi la bande dessinée que nous qualifions de *lisoló badesiná*. Dans *lisoló bakomá*, les œuvres de fictions sont appelées *lisoló bafondá* et les non-fictives sont appelées *lisoló ya sóló*.

### **Le cadre sociolinguistique du lingála**

L'aire géographique du lingála s'étend de Kinshasa - Brazzaville en remontant les provinces du Nord des deux Congo et la province orientale de la RD Congo où le lingála se partage le terrain avec le kiswahili. En général, le lingála est utilisé comme langue véhiculaire. Il est utilisé comme seconde langue par les populations du nord de la république du Congo et par les populations de Mayindombe, de l'Équateur, d'une partie de la province orientale en RD Congo. Il est utilisé comme troisième langue dans l'est de la province orientale.

Actuellement, à Kinshasa et dans une partie de Brazzaville, le lingála est devenu la langue maternelle de la grande majorité des jeunes de moins de trente ans. Cette population kinoise s'est appropriée le lingála au détriment des langues de leurs parents et grands-parents venus de tous les coins du grand Congo.

Cette appropriation du lingála s'est opérée en grande partie grâce à l'influence de la musique dans le quotidien des Kinois et Brazzavillois. Il s'agit de la musique aussi bien mondaine que religieuse. Le théâtre a aussi contribué à renforcer l'assise du lingála dans le chef des habitants de ces deux villes.

---

<sup>11</sup> Communication faite au Colloque international sur la littérature congolaise post-coloniale, University of South Africa, Pretoria, South Africa, 03 novembre 2010.

Les effets de ces deux domaines culturels ont été amplifiés avec l'arrivée des chaînes de télévision et de radio publiques et privées dans le paysage audio-visuel de ces deux villes. Les émissions de télévision et de radio se tiennent, en majorité, en lingála. Ces émissions sont essentiellement musicales et religieuses. Il s'agit donc d'émissions de grande audience. L'arrivée des journaux télévisés et des magazines de reportage en lingála facile a consacré ce lingála. Aujourd'hui, même les émissions traditionnellement réservées au français évoluent dans une sorte de bilinguisme de fait, français-lingála. Les forums en lingála sur internet témoignent aussi de cette évolution du statut du lingála. Le locuteur kinois ou brazzavillois susvisé ne sent plus obligé de se référer au lingála dit de Makanza ni aux langues ethniques de ses grands-parents.

Nous ne pouvons pas non plus éluder la question scolaire. La non maîtrise du français a aussi contribué à renforcer l'attachement des Kinois à leur langue, le lingála. Nous abordons là une question d'insécurité linguistique qui pousse une personne à se réfugier dans sa langue première, quitte à légitimer ses propres insuffisances face à cette même langue.

Ce lingála, domestiqué à Kinshasa et à Brazzaville, étend de plus en plus ses zones d'influence dans le reste du Congo et aussi dans certains pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord. Plusieurs facteurs ont contribué à l'extension des zones où l'on parle lingála. Il s'agit notamment de : la musique congolaise, la télévision et la radio congolaise, la présence de l'armée sur le territoire national, l'importance économique-politique de Kinshasa et de Brazzaville respectivement en RD Congo et en République du Congo, la démographie croissante de Kinshasa (près de 10% de la population congolaise brassée) et, enfin, l'émigration.

Ce lingála qui a pris de l'essor au niveau des capitales congolaises souffre

toutefois du fait que, dans le chef de beaucoup de gens, le lingála qui aurait dû être légitimé, c'est le lingála de Makanza. Ce débat n'est pas lié à Kinshasa et à Brazzaville. Le lingála de Makanza est la forme que le corps pédagogique de l'époque voulait imposer. Mais, on retrouve ce débat déjà dans les textes du début du 20<sup>ème</sup> siècle<sup>12</sup>. C'est une question intrinsèque au lingála. Kinshasa a hérité de cette question à cause de l'importance que cette ville a prise au Congo et du fait qu'elle a adopté le lingála comme sa langue.

En effet, certains locuteurs habitant les provinces du Nord appliquent la règle des accords des classes. Les verbes ainsi que les unités lexicales non substantivales prennent la première syllabe du substantif sujet. C'est cette syllabe qui indique, en effet, la classe nominale. C'est ce lingála que l'on qualifie de littéraire, classique ou tout simplement de Makanza du nom de la cité où il a été codifié. Mais même dans ces provinces, les locuteurs du lingála dit populaire ou commercial n'appliquent pas systématiquement cette règle. À Kinshasa et Brazzaville, cette règle n'est plus du tout d'application.

Avec l'essor des villes, le mode de vie des Kinois et des Brazzavillois s'est éloigné de plus en plus des mœurs et des règles de civilités traditionnelles. Cela est dû au fait que dans ces villes, il y avait un marché culturel qui se constituait. Les personnes venues de tous les horizons devaient trouver un terrain d'entente pour construire le vivre ensemble. Ainsi, certaines us et coutumes ne s'appliquaient plus à Kinshasa. La culture kinoise et brazzavilloise faisait son marché dans plus de deux cents cinquante cultures que connaissent les Congo. À cela, il faut bien sûr encore ajouter les cultures étrangères.

Le lingála, jusque dans les années quatre-vingt, était la langue seconde de plusieurs habitants de ces deux capitales. Le raffinement de la langue était donc

---

<sup>12</sup> À ce sujet, le lecteur peut lire les longues polémiques entre E. De BOECK et HULSTAERT dans la revue *Aequatoria* n°2, 3 et 4 de 1940.

limité. Si nous joignons ce fait à la vitesse de vie de la ville, le langage des kinois apparaissait donc brutal. Il n'y a pas de vouvoiement en lingála. Les gens n'utilisaient pas les formules de politesse comme *limbísá ngái, okoki ko..., tatá..., mamá...* Vu de l'extérieur, on pouvait dire que le lingála était une langue impolie. Et ce genre de jugements pèse sur le lingála jusqu'aujourd'hui. Et pourtant, les règles de politesse dont nous venons d'énumérer quelques-unes sont utilisées par des gens polis et maîtrisant le lingála.

Les enfants qui sont nés ou ont grandi à Kinshasa ne maîtrisaient pas toujours la langue des parents et ceci les amenait par exemple à appeler les frères de leurs parents qui venaient de l'intérieur du pays "*ndeko ya mamá*", "*ndeko ya tatá*", en lieu et place de *noko, tatakulutu* ou *yaya*, surtout que les liens familiaux n'étaient toujours pas faciles à démêler. Quelqu'un qui rendait visite à son frère ou à sa sœur habitant Kinshasa était choqué que ses neveux l'appellent *ndeko ya mamá* ou *ndeko ya tatá*. Pour cette raison et bien d'autres, les Kinois étaient donc des "impolis".

En général, le langage de l'armée est un langage direct, précis et concis. À cela s'est ajouté l'incivisme des militaires de l'armée congolaise depuis l'époque de MOBUTU. Au Congo, la langue de l'armée est le lingála. Quand bien même actuellement le kiswahili arrive au niveau de la direction, en général le lingála reste la langue de communication au sein de l'armée. Ceci a donc renforcé cette mauvaise réputation et l'idée de barbarie du lingála.

La musique congolaise a pris son envol à Kinshasa. Cela ne date pas d'aujourd'hui, mais depuis le début de Kinshasa comme capitale, le musicien n'était pas bien vu par les parents. Un parent refusait souvent qu'un musicien épouse sa fille. Les musiciens s'en plaignent d'ailleurs dans leurs chansons. Avec l'évolution socio-économique de cette profession, cela commence à changer. Mais comme on le sait, la

musique ne transmet pas toujours les mœurs moralement approuvées. Comme c'est en lingála que les jeunes congolais vont danser et vivre leur jeunesse, cela a aussi contribué à associer le lingála aux dépravations des mœurs au Congo.

Comment donc dans ces conditions que nous venons de décrire, le lingála pouvait-il être utilisé dans la littérature, censée être le creuset du raffinement de la langue ? Qui sont ces auteurs qui se sont hasardés à employer cette langue "barbare" pour oser écrire ?

### **Lingála de Kinshasa, barbare ou littéraire ?**

Pour essayer de répondre à ces questions, nous sommes partis de nos lectures de quelques œuvres littéraires écrites en lingála. Citons *Makalamba* de Yoka MAPUNGA, *Mokili ngonga, Nabalaki basi mibale, Bombula* et *Nalotoki ndoto* d'Augustin LEMBA MUSALAMPASI<sup>13</sup>, *Mosuni* et *Ebembe ya Tomson* de BULAYUMI, *Mwana akimi ndako* de KANDO, *Ntoma* de Stéphanie BOALE, et mes deux romans *Fwa-ku-Mputu* et *Bokobandela*. Le point commun dans ces textes concerne le sentiment d'affection par rapport à la langue lingála. Les auteurs parlent lingála et l'affectionnent. Il ne s'agit pas d'un simple élan militant pour revaloriser la langue. Ils ont envie de raconter une histoire et la racontent dans leur langue. Qu'est-ce qui nous permet d'arriver à une telle conclusion ?

Dans *Makalamba*, YOKA peint Kinshasa des années 60. Il rend fidèlement les ambiances dans les bateaux qui descendent le fleuve Congo. Les bars de Kinshasa, les relations au travail ou dans le couple sont décrits par YOKA à

---

<sup>13</sup> LEMBA MUSALAMPASI ou Augustin LEMBA sont des pseudonymes utilisés par un prêtre catholique d'origine belge qui était curé de la paroisse Saint Augustin à Lemba, son vrai nom étant Auguste DE HAAS. Cette information, découverte par l'équipe du Professeur MAALU-BUNGI de l'Université de Kinshasa, nous a été communiquée par ce dernier lors de cette communication à L'UNISA, à Pretoria.

l'intention même des acteurs de cette culture kinoise, ses contemporains.

LEMBA MUSALAMPASI, dans *Nalotoki Ndoto*, peint la société kinoise entre culture d'origine et culture kinoise. La place du songe dans la vie de tous les jours permet au lecteur de prendre du recul et de se poser des questions existentielles comme, quid de la solidarité africaine ? Dans *Mokili ngonga*, LEMBA peint les relations familiales et l'image du père dans la famille de Kinshasa. Loin d'être un essai moralisateur ou un essai déguisé en roman, LEMBA construit sa trame en tableaux apparemment disparates, évoquant différents aspects de la vie courante à Kinshasa et ses environs, comme, par exemple, les enfants qui font semblant d'être à l'école, les insultes populaires que les enfants organisaient sous forme de compétition "*kojenané*", etc. LEMBA raconte ces histoires de l'intérieur. Nous pouvons supposer que la localisation géographique de son église et le secret du confessionnal lui ont permis d'atteindre ce niveau de détail dans les descriptions des faits et des sentiments qu'il expose dans ses romans (*masoló bafondá*).

Dans *Mosuni*, BULAYUMI se remémore de grandes histoires qui émaillaient ses soirées d'enfant ou de jeune homme, comme par exemple l'émerveillement mystique de l'Inde (*Indusankara*), les églises d'obédiances traditionnelles comme le *kinkukusa*, l'histoire du sorcier qui laisse sa jambe au lit, etc. Il combine ces histoires avec ses propres aspirations quant au développement endogène des pays africains, qui ne peuvent être construits que sur base d'une parfaite connaissance du passé, mais sans s'y accrocher et se fermer aux apports extérieurs.

Nous trouvons la même approche dans *Mwana akimi ndako* de KANDO. L'auteur le dit dans son sous-titre ; il écrit pour se remémorer ce qui se passait à Kinshasa dans les années 60-70. KANDO construit son histoire de romance dans l'ambiance des séances de répétitions et

des concerts des orchestres musicaux de Kinshasa. Les rues de Kinshasa sont peintes avec nostalgie. KANDO aborde en filigrane la question de la discipline parentale et les conséquences du divorce.

Dans *Ntoma*, Stéphanie BOALE évoque l'histoire tragique d'un riche homme appelé BOTULA. Ses enfants du premier mariage vouent une haine viscérale à leur cadet issu du second mariage. BOALE qui situe le centre de son histoire à Mbandaka et Kisangani décrit ces villes avec passion et concision. En filigrane, elle évoque aussi la question de la participation, pour la reconstruction du pays, des cerveaux congolais qui ont émigré.

En lisant ces auteurs, nous nous rendons compte que nous avons affaire à des gens qui connaissent le Congo mais surtout qui sont en train, simplement, de raconter des histoires aux gens de chez eux.

En recadrant cela par rapport à notre expérience personnelle, nous avons pris conscience que rien ne nous interdisait d'écrire nos histoires en lingála, surtout que notre premier roman *Fwa-ku-Mputu*, nous le destinions aux gens de Kinshasa, particulièrement ceux de Kingasani-Masina, notre quartier. Quoi donc de plus normal que de l'écrire en lingála ! Le roman en lingála a justement cet ancrage socioculturel. Il s'agit de raconter juste une histoire de manière élaborée.

Cette volonté de raconter les histoires est encore plus amplifiée dans la BD en partant de l'œuvre fondatrice de la BD en lingála, la revue "Jeune pour Jeune" d'Achille NGOIE et Freddy MULONGO. *Kasaduma*, *Sinatra*, *Apolosa*, etc. Cette aventure du lingála en BD continuera avec l'époque de *Djo EF*. On a plus d'une centaine d'auteurs de BD en lingála à Kinshasa. Toutes ces œuvres ont évolué et continuent à évoluer dans un contexte de culture kinoise et brazzavilloise autonome, sans se soucier du regard approbateur ou désapprobateur.

Ceci fait d'ailleurs la force de cette littérature, parce qu'elle ne s'attend à aucune reconnaissance de quelque part, si ce n'est celle de ses lecteurs.

Ces œuvres constituent aussi un démenti, par le simple fait de leur existence, à la prétendue non-culturalité du lingála et de Kinshasa.

Logiquement, les auteurs s'adressent d'abord aux gens qui parlent lingála. Stéphanie BOALE nous a dit, au cours d'un entretien à ce sujet, que ses écrits sont destinés d'abord aux gens de chez elle, à Mbandaka et Kisangani. Ensuite au reste des Congolais et autres lecteurs du lingála. KANDO l'écrit dans sa dédicace, *po na kokanisa maye malakaki o engumba Kinshasa*. Moi-même, aussi bien dans *Fwa-ku-Mputu* que dans *Bokobandela*, je m'adresse aux Congolais. LEMBA voulait que ses paroissiens et les Kinois maîtrisent le *lingála ya pímbó* (le lingála raffiné de Makanza), comme il le dira au linguiste Isabelle NSENGA de l'équipe du Professeur MAALU-BUNGI qui l'interviewait à ce sujet.

Leur démarche ne consiste pas à vouloir bien présenter le Congo ou de bien présenter le lingála aux yeux de l'extérieur. Au contraire, la démarche littéraire de ces auteurs consiste à produire un texte bien construit dans un langage naturel et fluide qui permet au lecteur de leur culture de voyager dans le temps et dans l'espace et d'être le destinataire d'un message qui lui est expressément adressé. Il en ressort donc un lingála élaboré, adapté à son temps et qui contribue, comme dans toute société, à l'enrichissement de la langue et à l'émergence d'une intelligentsia de cette langue.

### **Et la musique congolaise dans tout cela ?**

La musique congolaise a joué et continue de jouer un grand rôle dans l'émergence du langage littéraire de lingála. Les textes de LUTUMBA, de

LUAMBO, de ROCHEREAU, de KOFFI OLOMIDE, de WAZEKWA, de Papa WEMBA, de WERASON, de Ferre GOLA ou de Fally IPUPA et d'autres ont bercé l'imaginaire poétique des Kinois et des Brazzavillois. Les tournures de langage qu'utilisent ces musiciens sont reversées dans la société et nous reviennent pendant la construction de nos trames. Bien qu'aujourd'hui les textes soient enfouis dans les *mabángá*, nous y puisons encore de belles formulations comme : *Mokolo yangó na N'djili, libosó ya komata na pepo, nabalóli mísó sima, namóni ozalí kolela, nazángí atá palata, po nátikela mbanda na ngái, souvenir ya mizer ekabóli bisó*" (LUTUMBA, OFELA).

### **La littérature en lingála face au débat du registre, de l'orthographe et de la grammaire du lingála**

YOKA MAPUNGA dans *Makalamba* et DZOKANGA, dans son livre *nyongo ya leta na Kongo - Beleze*, respectent la graphie tonique et le lingála de Makanza, c'est-à-dire, le lingála qui applique la règle des accords de classe. LEMBA MUSALAMPASI et Stéphanie BOALE utilisent le même registre que les deux premiers, mais ils ne marquent pas les tons.

Le lingála de BULAYUMI n'est pas le lingála de Makanza même si, de temps en temps, il écrit en respectant la règle des accords de classe. Il n'est toutefois pas constant dans cet exercice. En général, le lingála de BULAYUMI est ce que les linguistes appellent le lingála courant, c'est-à-dire, les accords de classe sont réduits. Il n'utilise pas le marquage de ton. Le lingála de KANDO est proche de celui de BULAYUMI. Tout comme BULAYUMI, KANDO utilise largement le lingála courant, mais fait recours au lingála de Makanza sans être constant dans cet exercice.

Nous allons aussi essayer de porter un regard sur notre travail personnel, même si l'on sait qu'analyser ses propres textes est un exercice difficile. Nous ne

garantissons donc pas l'objectivité ou la neutralité dans ce que nous allons dire bientôt, mais nous allons essayer de nous en approcher.

Dans nos romans, nous utilisons le lingála de Kinshasa. Quand nous avons écrit la première édition de *Fwa-ku-Mputu*, nous étions complexé par rapport au lingála de Makanza, censé être la règle. Comme le personnage principal était quand même un Kinois branché et qu'en plus c'était en quelque sorte un antihéros ayant quitté l'école après une bagarre avec l'instituteur et s'étant engagé dans le combat pour émigrer en Europe, son lingála ne pouvait être que le lingála dit de *byanke*, c'est-à-dire argotique. Dans la narration, nous essayions toutefois d'utiliser le lingála de Makanza. Dans *Bokobandela*, nous avons annoncé, dans la note de l'auteur, que nous n'allions pas utiliser la règle des accords de classe. Et cela caractérise par la suite tous nos écrits. L'histoire dans *Bokobandela* m'a permis d'user d'un lingála raffiné pour la simple raison que l'histoire se passe entre un fonctionnaire et un ministre.

Au moment où nous avions entrepris l'écriture de *Fwa-ku-Mputu*, nous ne savions rien des règles d'orthographe du lingála. Nous n'avions pas appris nous même le lingála à l'école. Nous avons, par contre, un long passé de lecture en lingála, étant donné que nous venions d'une famille protestante et que notre père écrivait beaucoup en lingála. Nous nous sommes procuré un petit dictionnaire bilingue français-lingála, publié par des prêtres catholiques (édition Épiphanie). Nous marquions le ton selon ce dictionnaire et aussi selon nos propres confusions avec le français. Nous avons reçu les remarques de nos lecteurs et aussi celles des linguistes ou critiques littéraires.

La majorité des lecteurs kinois nous disaient que ces "accents", les marquages de ton, ne servaient qu'à compliquer le texte. Ils s'en sortaient mieux dans la lecture sans "mes accents". Les critiques et linguistes remarquaient que nous

utilisions ces marquages de tons sans aucune règle. L'on nous a reproché aussi de ne pas nous tenir à la pureté de la langue. Dans notre deuxième roman, *Bokobandela*, ayant entretemps fait des recherches sur les tons ainsi que sur le registre du lingála, nous avons adopté une règle que nous nous sommes fixée et que nous avons exposée dans la "note de l'auteur". Par la suite, c'est cette règle que nous appliquons au niveau des textes littéraires que nous publions chez Mabiki. Mais le débat n'est pas encore clos. Parfois, nous sommes obligés de ne pas marquer les tons puisque l'auteur et des lecteurs n'en veulent pas.

Conformément à la règle que nous avons adoptée chez Mabiki en ce qui concerne les textes littéraires, les tons sont marqués sur les tons hauts des formes verbales, s'il y a risque de confusion. Ainsi, systématiquement, nous marquons le ton haut du passé figé *abungá* ainsi que celui du subjonctif (souhait) *ábunga*, de même que *abungaka* du présent habituel n'a pas de ton haut et se différencie de *abungáká* du passé lointain. *Kokoma* pour *écrire* et *kokóma* pour *arriver* ou *devenir*. *Na*, le génitif et *ná* qui correspond à *avec*.

Dans les œuvres que nous avons évoquées plus haut, si nous observons l'âge des auteurs, nous pouvons remarquer que YOKA et LEMBA étaient de la génération née avant l'indépendance et donc ils ont suivi une scolarité en lingála. Leur texte est conforme au lingála enseigné et encore présent dans l'environnement actif d'avant les années 70. BULAYUMI et KANDO sont nés dans les années 50. L'influence du lingála existe dans leur milieu mais pas à l'école. Ils sont de la génération des *indoubill*.

Nous même, nous sommes né en 1967. Notre écriture s'en ressent d'autant plus que quand nous grandissions, le lingála de Makanza disparaissait du paysage actif, il devenait de plus en plus rare et les vellétés du lingála de Kinshasa s'affirmaient de plus en plus. Nous avons quelques manuscrits des jeunes des années 70 et 80 qui vont sortir. Dans ces

écrits, le lingála dit de Kinshasa est encore plus élaboré que le mien en termes de "kinoiserie". On peut analyser cette évolution dans la bande dessinée où les auteurs jeunes sont nombreux. Dans cette catégorie, nous pouvons aussi placer les écrits d'un internaute qui se fait appeler Papa FOLOLO. Il raconte des faits divers. Il est lu par beaucoup d'internautes.

Le lingála raffiné à la forme de Mama KANZAKU et LUTUMBA SIMARO qui était considéré comme du lingála courant ou populaire est devenu aujourd'hui, au niveau de Kinshasa et Brazzaville, la langue de référence en voie de légitimation.

Stéphanie BOALE vient de publier son roman *Ntoma*, en 2010 aux éditions Panubula. *Ntoma* est écrit avec aisance en lingála de Makanza. Le cas de Stéphanie BOALE est intéressant d'autant plus qu'elle est de ma génération. La différence vient du fait qu'elle est de Mbandaka et elle y a grandi. Elle a aussi suivi une scolarité en lingála à l'école primaire. Et l'on perçoit la maîtrise qu'elle a du lingála de Makanza. Ce qui est rare chez les Kinois.

### **La littérature en lingála et son lectorat**

La logique veut que les lecteurs des livres écrits en lingála soient des gens qui comprennent le lingála et qui aiment lire. En plus du lecteur universitaire, le livre en lingála est accessible au lecteur faiblement instruit. Nous avons eu des rencontres littéraires à Kinshasa, à Bruxelles et en Suède où nous discutons avec les lecteurs autour d'un livre. Les discussions se passaient en lingála. Nous ne parlons pas de rencontres entre intellectuels comme nous le faisons aujourd'hui, mais des *masoló ya kati* entre *bana mái* (un dialogue entre les gens du terroir).

Le lectorat existe. Le succès de la BD en lingála en témoigne. Les BD en lingála sont tirées à 1.000 ou à 2.000 exemplaires et sont vendues directement aux marchés. Leur faible coût permet

aussi de facilement les écouler. Les ménagères qui vont au marché les achètent facilement et les lisent et les passent aux gens de leur entourage. Donc, ce lectorat existe.

Notre expérience personnelle peut aussi servir à caractériser ce lectorat. Nous avons vendu plus de livres en lingála qu'en français. Évidemment, dans nos écrits, nous ne cibons pas le lectorat mondial. Quand nous écrivons, nous visons d'abord les gens de Kinshasa et de Brazzaville. Ensuite, les Congolais de l'intérieur du pays et ceux de la diaspora. Ils constituent le gros de nos lecteurs. Il y a aussi des étrangers qui ont des relations familiales ou académiques avec les Congolais.

En plus des gens qui lisent déjà des romans écrits en français, nous avons eu des retours des lecteurs kinois qui ne savent pas lire un livre écrit en français mais qui ont lu nos livres en lingála. Cette question tient tout simplement de la logique.

Nous ne sommes pas en train de dire que les livres en lingála se vendent mieux que les livres en français. Ni l'inverse d'ailleurs. Il s'agit du lectorat visé et de la machine de la diffusion mise en place. Si nous devons nous fier aux statistiques des éditions Mabiki, c'est un faux débat que de dire que le lectorat est réduit ou étendu. Tout est question de cible et de diffusion.

### **Le bilan éditorial de la littérature congolaise écrite en lingála**

Il faut reconnaître cependant que la production de livres en lingála est encore très faible. En 50 ans de vie littéraire postcoloniale, le lingála n'a pas encore produit 100 ouvrages classés *masoló bakomá*. La production *masoló badesiná* (bande dessinée) est de loin plus importante en nombre, mais il s'agit souvent de fanzines de 12 à 16 pages A5.

Il est difficile de dresser une liste exhaustive de publication littéraire en



lingála. Ceci est dû au fait que le circuit de distribution et de diffusion du livre congolais se trouve encore au niveau artisanal. Le réseau de diffusion est faible. Ceci n'est pas propre aux livres écrits en lingála mais c'est la situation générale de l'édition congolaise.

Nous donnons donc ici à titre d'exemples quelques titres dont nous sommes informés.

En ce qui concerne les *masoló bakomá* :

1. *Makalamba*, YOKA MAPUNGA, 1966
2. *Masapo ma biso*, contes rassemblés par Paul LEPOUTRE, éd. Kongo ya sika, 1966, 136 p.
3. *Mokili Ngonga e!*, LEMBA MUSALAMPASI, 1967, 156 p.
4. *Nabalaki basi mibale*, LEMBA MUSALAMPASI, 1970, 142 p.
5. *Bombula*, 1975, LEMBA MUSALAMPASI, 120 p.
6. *Masapo ma Zaire*, contes rassemblés par Paul LEPOUTRE, éd. CEP, 1985, 140 p.
7. *Nyongo ya leta na Kongo Bezeze*, DZOKANGA, 1985, 152 p.
8. *Nalotoki ndoto*, LEMBA MUSALAMPASI, 1987
9. KAYO Lampe, *Lingala poems*, Recall, Gent, 1998, 47 p.
10. *Fwa-ku-Mputu*, Bienvenu SENE MONGABA, éd. Mabiki, 2002
11. *Bokobandela*, Bienvenu SENE MONGABA, éd. Mabiki, 2005
12. *Kinzonzi, Ekateli ya makambo na ndéngé ya bakongo*, Thomas MUAN'AMBUTA, 2007, éd. Mabiki.

13. *Mosuni*, Espérance BULAYUMI, 2007

14. *Mwana akimi ndako*, KANDO Taty Mbalaka, éd. Mabiki, 2009

15. *Ntoma*, Stéphanie Manfroy BOALE, 2010

16. *Sánzá nguma*, Bienvenu SENE MONGABA, éd. Mabiki, 2010

17. *Lisano ya ndembó*, Yves NYANDU, éd. Mabiki, 2010.

*Masoló badesiná* (La bande dessinée)

Nous donnons ici la liste des revues où les bandes dessinées en lingála sont publiées. À part *Idologie plus plus*, trois numéros, *Suka ya epoque*, trois numéros, Kin Label, les autres revues comptent plus de 50 titres par revue :

1. La revue Jeune pour Jeune
2. Union des bédéistes populaires du Congo
3. Djo EF, revue Junior
4. *Suka epoque*
5. Kin Label
6. Idologie Plus Plus
7. *Mangenda* .

*Mbongolá* (traduction)

Lomami TSHIBAMBA, *Babongoli na Lingala na Bwantsa K. & Bong'Ilanga*, INRAP-Lokolé, 1989, 88 p.

**Conclusion**

La littérature congolaise écrite en lingála est encore à ses balbutiements quant à la production éditoriale. Mais aujourd'hui, le lingála est en train de se fixer un contour moderne et les Kinois l'ont, dans la majorité, comme langue maternelle. De plus en plus d'auteurs se frottent à l'exercice de l'écriture en lingála.

Nous pensons que dans quelques années, on va assister à des productions de plus en plus conséquentes non seulement dans le domaine littéraire mais aussi scolaire et scientifique. La question de l'orthographe et du registre trouvera son dénouement dans l'évolution et la réception des

publications littéraires et scolaires. Le développement de l'écriture en lingála, tout comme dans les trois autres langues nationales, contribuera pour beaucoup dans le développement socio-économique du Congo.

Bienvenu SENE MONGABA  
Doctorant, Universiteit Gent

Éditeur Responsable, Éditions Mabiki (Wavre-Bruxelles- Kinshasa) et auteur

## Éducation à la santé

**E**n ce temps-là, vivait à Châtelet une jeune fille du nom de Marie TIBONGO. Elle avait son permis de travail depuis près d'un an et travaillait dur dans une maison de retraite du CPAS.

Vers le mois d'avril de l'année où elle devait avoir ses vingt-trois ans, elle se sentit toute drôle, son humeur changea, son estomac supportait moins bien la "moambe". Et bien vite, elle dut se rendre à l'évidence : il y avait un fruit dans ses entrailles.

Le samedi après-midi suivant, elle alla de l'autre côté de la grande ville, à Jumet, où vivait sa cousine Anne DIBALANGA qui était en Belgique depuis de nombreuses années. Sa cousine Anne se réjouit avec elle de l'heureux événement attendu, tout en l'interrogeant, discrètement, sans avoir l'air d'y toucher, sur la paternité de l'enfant à venir.

Marie baissa un peu la tête et finit par dire "c'est Joseph MATUVU, le fils de Joseph MATUVU dit le Belge parce que, lorsqu'il était encore au pays, il se vantait de venir souvent à Bruxelles. Mon Joseph travaille aussi au CPAS et il habite dans la même tour que moi, deux étages en-dessous. Il m'aide souvent à porter mes sacs lorsque je rentre du Cora dans mon appartement du quatrième étage sans ascenseur. Parfois, je lui offre le couvert, en remerciement". "Et parfois autre chose", pensa Anne, la cousine.

Et tout haut, Anne demanda : "Et tu n'as pas peur qu'il te laisse tomber maintenant, et qu'il ne porte plus tes paquets?". "Non, répondit rapidement Marie, au contraire. On va vivre ensemble et peut-être se marier".

Anne, qui avait quinze ans de plus que Marie, s'inquiéta : "Il ne porte pas les paquets d'autres femmes dans d'autres tours de ta cité?". Et elle ajouta : "Et il n'a pas de maladie au moins, tu sais bien, une certaine maladie?".

"Non, répondit Marie, à voix basse, comme si les voisins risquaient d'entendre, le gynécologue a fait tous les tests : pas de problème. Mais j'ai quand même envoyé Joseph voir Tharcisse, tu sais, le petit burundais avec une tête toute ronde qui travaille à l'hôpital qui est devant le club de football. Joseph s'est un peu fait tirer l'oreille. Et puis, il est revenu me dire que son test était négatif, c'est-à-dire qu'il n'avait pas le virus. Et pas d'autres maladies du même genre non plus d'ailleurs. J'ai bien vu qu'il était soulagé, car je ne doute pas que pour un homme de vingt-cinq ans, je n'étais pas la première. Mais maintenant, il m'a bien promis que j'étais la seule".

Anne était heureuse pour sa cousine Marie et pourtant une ombre passa devant ses yeux. Marie le remarqua mais n'osa rien dire.

Marie revint plusieurs fois chez sa cousine. Son ventre s'arrondissait de plus en plus. Anne était toujours heureuse pour elle et passait parfois avec mélancolie une

main sur le ventre de Marie. Et un jour, la question sortit tout d'un coup de la bouche de Marie : "Et toi, pourquoi n'as-tu pas d'enfant ?".

"J'en ai eu un, répondit tristement Anne, mais il est mort alors qu'il n'avait que quelques mois. Quand je suis arrivée en Belgique, on m'a fait le test. Mais pour moi, il était positif. J'avais donc ce virus. Tu es une des seules personnes qui le sait maintenant. Ne le dis à personne d'autre, promis ? Mais j'étais aussi à nouveau enceinte. Le papa était toujours en Afrique, je ne sais pas ce qu'il est devenu d'ailleurs. Je n'étais pas en bonne santé, cette grossesse n'était pas la bienvenue. Plutôt que de mettre au monde un enfant qui allait aussi être malade et mourir ou qui allait devenir bien vite orphelin, j'ai décidé qu'il valait mieux que cet enfant ne naisse pas. J'ai beaucoup prié, j'ai beaucoup pleuré, mais je suis certaine que j'ai pris la bonne décision".

"Et présentement, je suis bien sûr toujours séropositive et de toute façon, je n'ai pas d'homme pour me faire un enfant !" Marie répliqua aussitôt : "Va voir Tharcisse ". Anne éclata de rire : "tu crois que c'est ce petit homme qui va me faire un enfant ?". "Mais non, répondit Marie, tout simplement, il est de bon conseil, il pourra peut-être t'aider".

C'est le début de septembre ; Marie a de plus en plus difficile à monter dans le bus, mais elle continue à aller voir sa cousine Anne chaque fois qu'elle peut. Et ce jour-là, Anne lui annonça toute rayonnante : "J'ai un homme depuis ... quelques semaines. Je n'osais pas te le dire. Il emménage ici dans un mois, il a un bon boulot et en plus, il travaille de temps en temps comme bénévole avec Tharcisse. C'est d'ailleurs en allant voir Tharcisse pour recueillir ses conseils que je l'ai rencontré". "D'une pierre, deux coups ", pensa Marie, mais elle ne dit rien et laissa Anne continuer.

"Si je ne voulais plus avoir d'homme et tomber amoureuse, c'est bien

parce que je ne voulais pas me refuser à lui mais que je ne voulais pas non plus lui donner le virus. Et je pensais qu'il n'était pas question d'utiliser des moyens, disons, pas très catholiques, pour empêcher le virus de passer. Mais j'ai bien réfléchi, je n'ai pas pleuré cette fois, et je me suis dite : après tout, si j'avais utilisé plus tôt le préservatif, je n'en serais sûrement pas là maintenant. Et j'ai dit tout de suite à mon homme, mon nouvel homme : avec moi, c'est un préservatif ou rien. Il a choisi le préservatif. Comme ça, je ne lui donne pas le virus et il ne me donne pas autre chose !"

Et Anne continua : "En plus, Tharcisse m'a conseillé de me faire soigner. Au début, j'ai pris trois médicaments par jour, c'était un peu dur, mais maintenant, je n'en prends plus qu'un par jour. Je vais bien. Et le docteur m'a dit que dans quelques mois peut-être, si je voulais, il m'expliquerait un truc pour être enceinte sans risquer de donner le virus à Dieudonné, qui, au passage, porte bien son nom. Et avec ce traitement, en plus, presque à coup sûr, le bébé n'aura rien !".

Marie accoucha en décembre, tiens, le 25 décembre. Joseph vivait avec elle dans son appartement du 4<sup>ème</sup> et continuait bien sûr à lui porter ses paquets. Bientôt, il porterait aussi le bébé. Le lendemain de la naissance, Marie vit le curé de la paroisse et lui dit : "Monsieur le Curé, je dois vous confesser quelque chose : je voudrais bien appeler mon bébé Jésus, mais est-ce que ce ne serait pas un péché d'orgueil ?".

On baptisa l'enfant à la mi-janvier. C'est Anne qui fut la marraine et elle glissa à l'oreille de Marie : "Je suis enceinte". Finalement, le bébé de Marie et Joseph fut appelé Noël.

En vérité, en vérité, je vous le dis : préserver sa santé, la santé de son conjoint et la santé des bébés à venir, peut parfois tenir à peu de chose : un test toujours et un préservatif quand c'est nécessaire.

Dr Jean-Claude LEGRAND  
Infectiologue, CHU de Charleroi

## PERSPECTIVES ET POLITIQUE

### Carnages. Les secrets des guerres des grandes puissances dévoilés

La lecture de certains textes contemporains met à nu ce que les États prédateurs croient être un secret dans les guerres qu'ils mènent en Afrique. Une lecture croisée de ces textes révèle que "les guerres secrètes des grandes puissances" poursuivent un objectif précis : avoir accès aux ressources naturelles et minières afin de mieux dominer le monde. Une lecture croisée et régulière de certains auteurs intéressés par ces guerres conduit à en approfondir le mode d'emploi, les questions de souveraineté qu'elles posent et celles du renversement des rapports de force. Tel est, entre autres, le cas du dernier livre de Pierre PÉAN (*Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Librairie Arthème Fayard, novembre 2010, 570 pages ; ISBN : 978-2-213-63806-5).

Pour qui a lu *BUSH, le cyclone* de Michel COLLON (2005), *Paix et châtement* de Florence HARTMANN (2007) et plus récemment le livre de Pierre PÉAN ci-haut cité, une constante se dégage : les guerres menées en Afrique ont pour objectif premier l'accès aux ressources naturelles et minières de ce continent. Plusieurs pays occidentaux sont impliqués dans ces guerres. Les USA, la Grande-Bretagne et Israël sont les plus impliqués et cela depuis longtemps.

Ces livres dévoilent, à n'en pas douter, les secrets de ces guerres de prédation ainsi que les procédures et les méthodes auxquelles ces pays recourent pour réaliser leur objectif premier. Avec Florence HARTMANN, l'instrumentalisation de la justice internationale dans ces guerres par ces grandes puissances est dévoilée. Bien avant la publication du livre autobiographique de sa patronne, Carla DEL PONTE, et de sa traduction en français (sous le titre de *La traque, les criminels de guerre et moi* en 2010),

Florence HARTMANN révèle l'implication des USA et de la Grande-Bretagne dans la défenestration de cette dernière en tant que Procureur du TPIR. Le péché de Carla DEL PONTE aura été d'avoir exigé que le TPIR enquête aussi sur les crimes commis au Rwanda par le FPR de Paul KAGAME.

Le sous-titre du livre de Florence HARTMANN (*Les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales*) est, en filigrane, révélateur du lien qu'il y a entre ces guerres et l'orientation prise par la justice et la politique (dite) internationale. Même la justice internationale est aussi instrumentalisée par les oligarques capitalistes.

Dans *Carnages*, Pierre PÉAN ajoute un complément de lumière à ce lien en mentionnant le rôle des lobbies (surtout du lobby sioniste), des ONG, des médias dominants et de certains milieux intellectuels et universitaires dans "les guerres secrètes". Dans ce livre, Pierre PÉAN soutient entre autres la thèse selon laquelle Israël est en train de devenir le gendarme de l'Occident ultralibéral dans la région des Grands Lacs. Il travaille en connivence avec Paul KAGAME. Celui-ci a comme supplétif Joseph KABILA. (Au sujet de Paul KAGAME et Joseph KABILA, voici ce que le Président SASSOU NGUESSO confie à Pierre PÉAN : "Quand un paralytique assis au pied du manguier joue avec des feuilles vertes (La France), c'est qu'il y a quelqu'un dans l'arbre qui les lui a jetées. Sinon, il ne joue qu'avec des feuilles mortes !" Et d'ajouter : "Il suffirait à Paris de dire à 'ses amis' les protecteurs de KAGAME - les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël - de calmer un peu leur protégé pour que les attaques cessent !" (...))

En évoquant le "mystère Joseph", SASSOU dit : "Ce jeune Joseph

KABILA, président du Congo voisin : "Venu de nulle part, en quinze jours, il a les honneurs de Paris, Bruxelles, Londres et Washington... Joseph est le cheval de Troie du président rwandais. Officiellement, pendant la journée, il s'oppose à Paul KAGAME, mais, la nuit tombée, il marche avec lui .... Or, en Afrique, c'est la nuit que les choses importantes se passent..." (p. 531-532).

La réussite du travail de ce gendarme de l'Occident est, jusqu'à ce jour, liée au fonctionnement du réseau lobbies-ONG-médias dominants-milieux intellectuels-et-universitaires-services secrets (et d'Israël, des USA et des pays satellites).

Ce travail en réseau vise la manipulation et la désinformation des différentes opinions publiques des pays concernés et de l'opinion publique internationale en général. Il vise l'entretien de l'ignorance sur les dessous de ces "guerres secrètes" et la diffusion des mensonges. Souvent, il instrumentalise les rivalités ethniques au bénéfice de sa politique de diviser pour mieux régner.

Après avoir lu Pierre PÉAN et les autres auteurs susmentionnés, à la veille de probables élections de 2011, plusieurs questions taraudent notre esprit : "Et la démocratie dans tout ça ? N'est-il pas abusif de nommer pays démocratiques ces "grandes puissances" niant l'humanité de l'autre homme en Afrique, ces pays où les oligarques capitalistes et leurs lobbies instrumentalisent "les petites mains politiques et médiatiques du capital" pour avoir accès aux ressources naturelles et minérales des pays des Grands Lacs en parlant officiellement de la lutte contre le génocide, de l'aide à apporter aux femmes violées, de la protection des Noirs au Darfour, etc. ?

Pourquoi plusieurs d'entre nous prennent-ils encore ces pays comme modèle de démocratie au point de vouloir le reproduire chez nous ? Est-il possible de parler de la démocratie à l'occidentale

en ignorant ses coulisses ? En sous-estimant par exemple le lien entre bradage du bois et du diamant et soutien des services secrets occidentaux aux criminels de guerre aux élections ?".

Les préoccupations des "grandes puissances" en Afrique ne sont pas démocratiques. Elles sont basement matérialistes. Croire en leur soutien pour l'avènement de la démocratie dans nos pays est un non-sens. Ou plutôt un témoignage de la méconnaissance de leur mode de fonctionnement et des objectifs qu'ils s'assignent en recourant à la rhétorique démocratique. Cette rhétorique est mensongère.

La lecture croisée des livres ci-haut cités pose aussi la question de la visée de la protection des criminels de guerre par les pays occidentaux prédateurs : retarder l'avènement d'une Afrique unie et remettre aux calendes grecques la souveraineté réelle des pays riches composant ce continent. Les grandes puissances ont peur de l'éclatement d'un grand marché de plus d'un milliard d'âmes.

Après avoir perdu leur arrière-cour en Amérique latine, elles ont faussement peur de perdre leur réservoir de matières premières : notre continent. Elles se servent des élites locales pour étouffer le rêve panafricain de nos aïeux. À la place, elles proposent des structures bidon comme la CPGL chapeauté par leur protégé Paul KAGAME et son *cheval de Troie*.

Cette lecture croisée, à notre avis, nous renvoie plus à la lutte pour l'autodétermination des pays africains individuellement et collectivement, à la lutte pour un panafricanisme averti qu'aux mascarades électorales dont les gagnants sont, souvent, connus d'avance. Il est possible de renverser les rapports de force par les élections. Mais pour le cas de notre pays, la RD Congo, nous émettons beaucoup de doutes. Du moins pour 2011.

Depuis combien de temps menons-nous un travail en réseau impliquant nos propres lobbies, des élites politiques, coutumières et intellectuelles, des professeurs d'universités, des médias alternatifs, etc. ? Avons-nous, collectivement, une vision du Congo que nous voulons pour demain ? Et le profil du leadership collectif capable de l'incarner ? Il est possible que notre pays opère un miracle dans un avenir proche. Et si miracle il y a, il sera le fait de minorités organisées ayant une maîtrise suffisante des enjeux réels auxquels notre pays est confronté.

Peut-être qu'il appartiendra à cette minorité de tracer une nouvelle voie, de rompre avec les sentiers battus pour un autre Congo et une autre Afrique. Tant que le protégé du gendarme de l'Occident sera en poste à Kigali, nous doutons fort que son cheval de Troie soit remplacé par un Congolais patriote. Oui. Nous doutons fort. Le changement réel en RD Congo devrait modifier profondément les équilibres sous-régionaux et même mondiaux. Ce n'est pas une mince affaire...

J.-P. MBELU



### **FONDATION Père EVERARD**

**Nous renouvelons notre appel à la générosité des donateurs en faveur de la Fondation Père EVERARD qui aide les étudiants démunis du Tiers-Monde aux études en Belgique.**

**Ils ont besoin de vous. Nous comptons sur vos dons généreux, petits ou grands. Vous pouvez les verser au compte du CACEAC ASBL à Charleroi numéro BE05 : 0001 1788 1975, avec la mention "Fondation Père EVERARD".**

**Si vous désirez recevoir une attestation fiscale pour votre don en faveur des étudiants du tiers-monde aidés financièrement par l'Asbl CACEAC (dans les critères de la Fondation ou en dehors), vous pouvez le verser au compte 000-0000041-41 de Caritas Secours International qui soutient notre projet, avec la mention "CACEAC projet P161".**

**À l'occasion d'un jubilé, d'un mariage ou d'un autre événement familial, songez à faire un double plaisir en désignant la Fondation comme bénéficiaire de la générosité de vos amis.**

**Grand et cordial MERCI de la part du CACEAC et de tous les bénéficiaires.**

## **THÈSES DE DOCTORAT DÉFENDUES PAR DES AFRICAINS OU CONCERNANT L'AFRIQUE (LXXIII)**

### **GEMBLOUX AGRO-BIO TECH – UNIVERSITÉ DE LIÈGE (XVI)<sup>14</sup>**

KRIMI BENCHEQROUN Sanae (Maroc) : "L'étude des mécanismes d'action impliqués dans le biocontrôle d'une souche d'*Aureobasidium pullulans* (De Bary) Arnaud vis-à-vis de *Penicillium expansum* Link sur pommes en post-récolte". 01/03/2010. Promoteur : H. JIJAKLI

HOFIS Jean-Luc (Belgique) : "Enjeux environnementaux et agroéconomiques de cotonniers transgéniques Bt en petit paysannat africain : recommandations et aide à la décision pour leur utilisation raisonnée". 20/04/2010. Promoteurs : Ph. LEBAILLY et G. MERGEAI

YODA Lucien Bakré (Burkina Faso) : "Caractérisation morphogénétique d'*Acacia senegal* (L.) Willd. et d'*Acacia laeta* Benth. et évaluation de la variation temporelle de la production et de la qualité de leurs gommages au Burkina Faso". 20/04/2010. Promoteurs : G. MAHY et Ph. THONART

AFFRYE Malan Akpoussou Emile (Côte d'Ivoire) : "Écologie d'une espèce végétale en milieu fragmenté : *Anthericum liliago* L. (Anthericaceae)". 23/06/2010. Promoteur : G. MAHY

MANFOUO FOUTSOP Germain (Cameroun) : "A study of altered cellular gene expression in CD4+T cells expressing HIV-1 Tat : focus on the T cell receptor/CD3-directed pathway". 10/09/2010. Promoteurs : K. WILLARD-GALLO et R. KETTMANN

## **NOUVELLES FAMILIALES**

C'est avec regret que nous vous faisons part du décès :

- le 10 janvier 2011 à Arlon, de Spiridion SHYIRAMBERE
- le 12 février 2011, de Antoinette KITENGE, vice-présidente des mamans catholiques
- le 4 mars 2011, de Cécile STUER, grande sœur du Père STUER
- le 6 mars 2011 à Charleroi, de Antoinette MWAKU NYEMBO, sœur de Paulin MWAKU MULOSHI
- le 12 avril 2011 à Montigny-le-Tilleul, de Constance KOBWA, veuve de Jean NYAGWAGA, mère de Joséphine NDIHOKUBWAYO, Jean de Dieu MUTABAZI, Louise NIYONGERE, Jolie-Ruth MUKESHIMANA, Emmanuel NDAYIZIGA et Jeannette NDAYISHIMIYE
- le 20 avril 2011 à Bruxelles, de Mélanie DJESE IKOPO, belle-sœur de Camille TEDANGA IPOTA BEMBELA, mère de Guillaume BOOTO, Françoise IKOPO et belle-mère du Docteur MARKINNE-GORIANOF

Ne soyons pas tristes de l'avoir perdu mais soyons reconnaissants de l'avoir eu (Saint Augustin).

---

<sup>14</sup> La 15<sup>ème</sup> série a paru dans "L'Africain" n° 245 de juin-juillet 2010.

